

CAVI Groupe rachète le bordelais Ligatex

■ Le groupe aubois CAVI, leader de l'agrafe de vignes, a fait l'acquisition de l'activité bordelaise de lieuses manuelles Ligatex. *Page 4*

Champagne Abelé 1757 : la tradition dynamique



■ Depuis son acquisition par le groupe TEVC, la Maison Abelé 1757, à Reims, façonne patiemment sa nouvelle identité, empreinte de tradition et de dynamisme. *Page 5*

2,9 M€ de travaux pour la Basilique de Charleville

■ La Fondation du Patrimoine et la Ville de Charleville-Mézières ont lancé une souscription publique pour financer les travaux. *Page 6*

« Le 3 », l'art de vivre selon Champagne Thiénot

■ La Maison Thiénot développe un ambitieux projet œnotouristique avec visites de caves, hôtel 5 étoiles, spa et bar à champagne à Reims. *Page 2*

Portrait

■ Le Marnais Thierry Bussy. *Page 24*

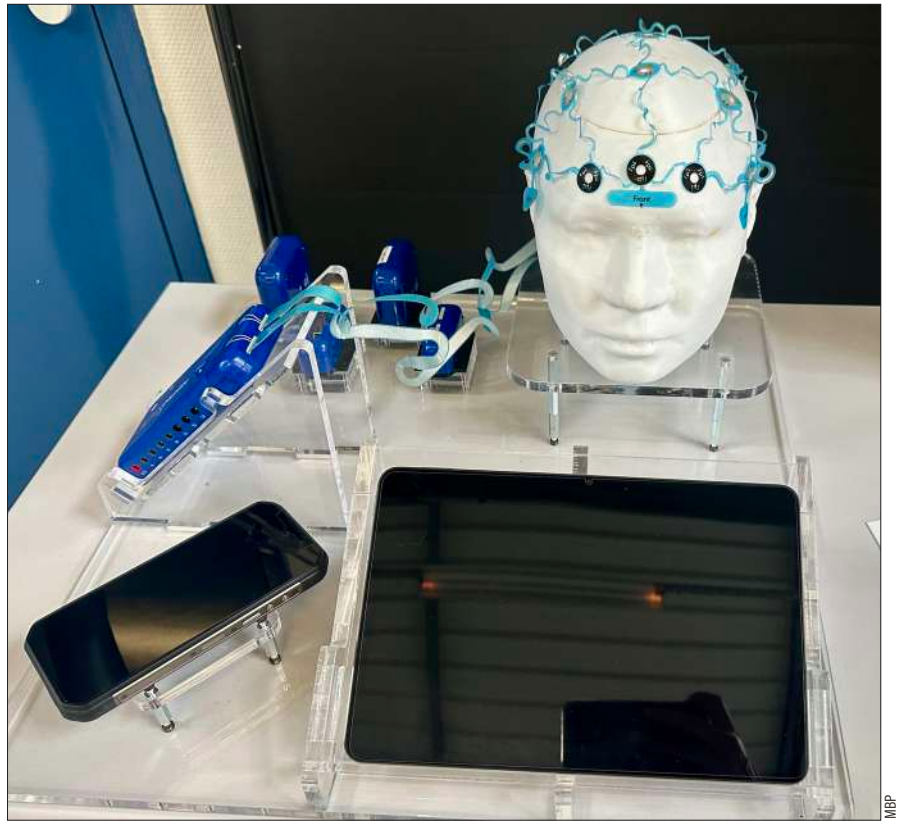
11 pages d'annonces légales et d'appels d'offres.

Pages 12 à 22

BioSenerity, le cerveau de l'IA au service de la santé

Clara Chappaz, ministre déléguée à l'IA et au numérique, a inauguré la ligne de production de BioSenerity. L'entreprise troyenne spécialisée dans le matériel de réalisation et d'interprétation d'encéphalogrammes, rachetée depuis deux ans par le groupe de capital-investissement Jolt, entend bien poursuivre une croissance amorcée avec près de 300 hôpitaux français déjà équipés. La solution d'un casque facile à poser avec une lecture et une interprétation possible 24 h/24 par un neurologue à distance, le tout sous fond d'intelligence artificielle, pourrait bien séduire au-delà des frontières.

Utile pour les troubles du sommeil, les troubles neurologiques, les traumatismes crâniens, la solution BioSenerity permet de mesurer et d'enregistrer l'activité électrique du cerveau. Elle se traduit par le IceCap, un casque facile à poser. Constitué de capteurs sans fil placés directement sur la tête, il analyse les différentes parties du cerveau et permet de réaliser des EEG à l'hôpital ou à domicile. Le temps d'examen pouvant aller jusqu'à 72 heures pour un examen complet. Le boîtier Neuronaut + assure l'enregistrement de l'EEG en temps réel, accessible à tout moment avec l'application mobile et analysé via la plateforme BioSenerity Cloud.



Le casque produit à Troyes pour des électroencéphalogrammes à distance et au diagnostic orienté grâce à l'IA. *Page 3*

Les investissements directs étrangers à la baisse en région

Après deux années de croissance quasiment euphoriques, les investissements directs étrangers reculent en France (-7% pour le nombre de projets et -36% pour les emplois induits), comme dans le Grand Est (-26% pour les projets et -46% pour les emplois). Dans les dix dernières années, le bilan régional dévoile 1 100 projets d'installations étrangères au service de la création ou du maintien de 34 000 emplois.

La région n'a pas échappé à la complexité du contexte national tant économique, que politique. Ne serait-ce que pour les investisseurs étrangers. En 2024, comme en moyenne hexagonale, la région n'échappe

pas à une baisse des investissements directs sur son territoire. Le constat est même plus lourd ici qu'ailleurs. Cette baisse est plus importante dans le Grand Est que pour les régions traditionnellement choisies par les investisseurs étrangers.

À partir du constat 2024, au niveau national : 1 688 projets d'investissement, en baisse de 7%, mais permettant 37 787 maintiens ou créations d'emplois, en baisse de 36%, quel bilan annuel pour les quatre régions habituellement en haut du classement ?

Page 10

**IMPACT
MAXIMAL
VISIBILITÉ
TOTALE**
Optez pour la une,
soyez
incontournable



03 26 08 38 30



Kadimage • VOTRE IMAGE SUR TEXTILE & OBJETS

**PRÊTS POUR UNE RENTRÉE
QUI EN JETTE ?**

Textiles brodés, objets personnalisés, marquage à Reims dans notre atelier. Kadimage, partenaire de vos campagnes, toute l'année.

WWW.KADIMAGE.FR

REIMS FARMAN

03 26 36 36 26



L'emploi salarié du secteur privé



Au deuxième trimestre 2025, l'emploi salarié du secteur privé est stable

Entre mars et juin 2025, l'emploi salarié du secteur privé est stable (0,0 % soit -4 800 emplois) après une quasi-stabilité au trimestre précédent (-0,1 % soit -28 700 emplois). L'emploi salarié privé demeure au-dessous de son niveau d'un an auparavant (-0,4 %, soit 93 900 emplois). Il excède en revanche encore largement son niveau d'avant-crise sanitaire (fin 2019), de 5,2 % (soit +1,0 million d'emplois). Au 2e trimestre 2025, l'emploi intérimaire recule de nouveau légèrement : -0,6 % après -0,5 % au trimestre précédent (soit -4 000 emplois après -3 300 emplois). Il se situe ainsi 4,1 % au-dessous de son niveau du deuxième trimestre 2024 (soit -29 800 emplois) et 9,2 % au-dessous de son niveau d'avant crise sanitaire (soit -71 100 emplois). (INSEE)

Les immatriculations de voitures neuves



Baisse significative des immatriculations de voitures neuves en 2024

En 2024, les ventes de voitures neuves diminuent de 3,4 % par rapport à 2023. Par rapport à 2019, le marché se contracte de 22,3 %. La motorisation essence hybride non rechargeable devient la motorisation dominante devant la motorisation essence thermique, avec une part de 33,4 %. Globalement, la part des motorisations thermiques continue de diminuer, tandis que la part de marché de la motorisation électrique marque le pas (16,8 %). Les ventes d'occasion sont en légère hausse (2,9 %) après une année 2023 historiquement basse. La motorisation diesel représente moins de la moitié du marché de l'occasion. L'âge moyen des véhicules échangés sur le marché de l'occasion se stabilise à 10,6 ans. (INSEE)

La production dans les services

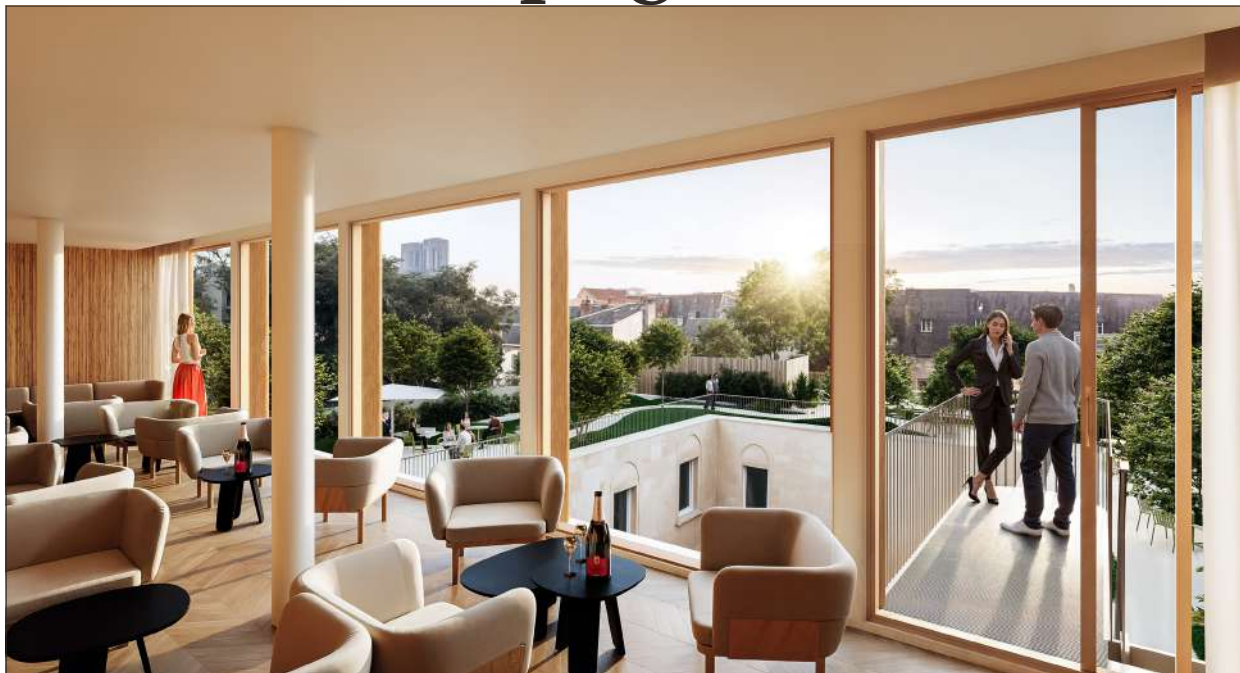


En mai 2025, la production dans les services rebondit légèrement (+0,2 %)

En mai 2025, la production dans les services rebondit légèrement (+0,2 %), après une baisse en avril (0,5 %). La production rebondit dans l'information-communication (+2,1 % après 2,1 %) et dans les activités de services administratifs et de soutien (+1,6 % après 1,3 %). Au contraire, elle baisse de nouveau dans les transports et l'entreposage (1,3 % après 0,6 %) et à un degré moindre dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques (0,4 % après 0,2 %). La production se replie dans les arts, spectacles et activités récréatives (1,8 % après +3,5 %) et plus modérément dans l'hébergement-restauration (0,2 % après +2,3 %). Enfin, elle est stable dans les activités immobilières (après 1,7 %). (INSEE)

baromètre

« Le 3 », l'art de vivre selon Champagne Thiénot



Un espace immersif dédié à la visite de caves, un bar à champagne panoramique, un hôtel 5 étoiles, un spa... L'ambitieux projet œnotouristique actuellement développé par la Maison de Champagne Thiénot prend forme. L'aventure a débuté en 2011 avec l'acquisition du site au 3, rue du Marc, en plein cœur historique de Reims, entre Forum et Boulingrin, où la famille Thiénot a engagé des travaux d'ampleur en mobilisant près de 20 millions d'euros d'investissement. Dès septembre 2025, les visiteurs pourront découvrir le parcours pédagogique de la Maison dans ces caves datant du XIII^e siècle et qui ont été entièrement réaménagées pour en permettre la visite. Un parcours interactif mais aussi une déambulation le long du kilomètre de caves dans lequel sont stockées les 500 000 bouteilles de champagne produites sur place. L'occasion aussi de découvrir les 21 cuves de 53 hectolitres

chacune, installées dans la cuverie de 10 mètres de hauteur, surplombée d'une majestueuse coupole en béton et formant un espace naturellement thermorégulé.

CLOITRE VÉGÉTALISÉ

Dès le début de la visite, une projection permet de découvrir l'histoire de la Maison et les secrets de fabrication du champagne racontés par Alain Thiénot, le fondateur de la Maison. La déambulation, ponctuée d'ateliers immersifs et d'animations artistiques, se poursuit par la découverte de la vinothèque et une dégustation des cuvées, avant de remonter à la surface.

Là, l'espace hôtelier, qui ouvrira ses portes en décembre 2025, propose 12 chambres et une suite disposant d'une terrasse privative. Situées au premier étage, les chambres offrent une vue privilégiée sur le cloître végétalisé ou sur la cour des Comtes de Champagne, monu-

ment médiéval classé. Au dernier étage, le bar à champagne « panoramique », d'une capacité de 30 à 40 couverts, offre quant à lui une vue imprenable sur les toits de Reims et sur la Cathédrale. « Le bar à champagne et la terrasse ne seront pas réservés qu'aux clients de l'hôtel, souligne Garance Thiénot. Notre ambition est d'en faire un vrai lieu de vie des Rémois au cœur de ce quartier ». Le bâtiment entièrement rénové de 5000 m² comprend également un espace consacré au bien-être, avec un spa, ainsi que des espaces modulables dédiés aux événements professionnels et privés, séminaires, réceptions ou dégustations exclusives. Une démarche œnotouristique ouverte tant aux visiteurs lointains qu'aux locaux, pour laquelle la Maison Thiénot ambitionne de recevoir pas moins de 50 000 visiteurs lors des trois prochaines années.

BENJAMIN BUSSON

Ils bougent

ISABELLE BUREL NOMMÉE SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA PRÉFECTURE DE L'AISE



Le 25 juillet 2025, un décret du Président de la République a acté la nomination d'Alain Ngouoto, actuel secrétaire général de la préfecture de l'Aisne et sous-préfet de l'arrondissement de Laon, au poste de sous-préfet de l'arrondissement de Torcy, en Seine-et-Marne. Il quittera ses fonctions en Aisne à partir du 31 août 2025 pour prendre ses nouvelles responsabilités le 1^{er} septembre.

Fanny Anor, préfète de l'Aisne, a salué l'engagement et le travail de son collaborateur durant ses quatre années de service. Elle lui a exprimé sa gratitude pour l'investissement qu'il a mis au service du département, notamment dans la mise en œuvre de grandes réformes administratives et dans l'amélioration de la gestion des services publics. Par ailleurs, le décret a également désigné Isabelle Burel, administratrice de l'État de deuxième grade, pour succéder à Alain Ngouoto en tant que secrétaire générale de la préfecture de l'Aisne et sous-préfète de l'arrondissement de Laon. Ancienne directrice de projet pour la transition économique et écologique auprès du préfet de l'Eure, elle prendra ses fonctions le 1^{er} septembre 2025.

RECRUTEMENT ET CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

EURO CONSULTING
CARRIÈRES



Contactez
Eric Bohn
03 26 88 17 30



ebohn@eccarrieres.com
AVIGNON - LYON - NANCY - PARIS
REIMS - BARCELONE - SHANGHAI

décideurs

BioSerenity : l'encéphalogramme redémarre

Entreprise. La ministre déléguée à l'IA, Clara Chappaz, a inauguré la première ligne de production de BioSerenity, société auboise recapitalisée par Jolt *in extremis* avant un dépôt de bilan il y a deux ans.



Clara Chappaz, ministre déléguée à l'IA et au numérique, a inauguré la ligne de production de BioSerenity.

En recentrant l'activité de BioSerenity sur l'électroencéphalographie connectée (EEG), la société Jolt Capital sauve le site implanté à la Technopole et placé en redressement judiciaire. Avec près de 30 millions d'euros déjà injectés sur l'ensemble de la société dont une petite dizaine pour l'unité troyenne, BioSerenity travaille avec près de 300 hôpitaux équipés de son système de téléneurologie. « Nous avons racheté l'entreprise il y a deux ans et l'avons recentrée sur le marché français. Nous avons focalisé l'activité de la société sur la neurologie pour finaliser la conception des produits et servir nos clients », explique Jean Schmitt, président de Jolt Capital. « C'est simple, quand vous arrivez en urgence à l'hô-

pital et que le neurologue n'est pas disponible, vous placez les équipements sur le patient, vous appuyez sur un bouton et il y a un neurologue d'astreinte quelque part disponible 24 h / 24 qui va pouvoir interpréter les résultats, assisté par notre IA pour savoir ce qu'il se passe ». Utile pour les troubles du sommeil, les troubles neurologiques, les traumatismes crâniens, la solution BioSerenity permet de mesurer et d'enregistrer l'activité électrique du cerveau. Elle se traduit par le IceCap, un casque facile à poser. Constitué de capteurs sans fil placés directement sur la tête, il analyse les différentes parties du cerveau et permet de réaliser des EEG à l'hôpital ou à domicile. Le temps d'examen pouvant aller jusqu'à 72 heures pour un exa-

men complet. Le boîtier Neuronaute+ assure l'enregistrement de l'EEG en temps réel, accessible à tout moment avec l'application mobile et analysé via la plateforme BioSerenity Cloud. Les outils numériques facilitent la gestion des données, le diagnostic et le stockage des informations digitales. L'IA permettant de poser une première orientation de diagnostic avec l'interprétation des données.

UNE PREMIÈRE LIGNE DE PRODUCTION DE CASQUES

La première ligne de production auboise a été inaugurée début juillet par Clara Chappaz, ministre déléguée à l'IA qui a visité l'UTT avant de se rendre à la Technopole de l'Aube, faisant le lien entre la recherche et ses applications. « BioSerenity incarne parfaitement toute l'ambition qu'est la nôtre de remettre l'innovation de la France au service de la santé pour servir les Français ». L'entreprise doit produire jusqu'à 5 000 casques à circuits imprimés et électrodes par mois dans un premier temps pour monter en puissance au-delà de 10 000 unités puis de 100 000 lorsqu'elle se tournera vers les marchés européens. D'autres lignes doivent donc prendre place au rythme d'une tous les six mois, selon les volumes de vente. Jean Schmitt compte bien prendre une part de marché de 20 % sur un potentiel de 2 millions d'encéphalogrammes par an France et 3 millions en Allemagne. « Nous faisons déjà 15 % de EEG français avec notre réseau », soit environ 4 000 interprétations d'EEG par mois en France. L'interprétation à distance est commercialisée depuis 2 ans, les électrodes, distribuées depuis décembre 2024, jusqu'alors sous-traitées, sont

désormais produites à Rosières-près-Troyes.

L'ACTIVITÉ CENTRÉE SUR LA NEUROLOGIE

Rachetée il y a deux ans, au bord de la liquidation judiciaire, la startup se voit aujourd'hui propulsée avec une solution de captation des signaux EEG vidéo avec transferts en ligne et interprétation à distance dans un contexte de données sécurisées. Jolt a abandonné les gammes textiles développées par les anciens propriétaires avant le rachat de l'entreprise, trop compliquées à gérer notamment par l'entretien que cela nécessite, « c'est ingérable à l'hôpital et les produits s'abîment avec le lavage ». Si les managers ont changé, les équipes motivées et compétentes sont restées. La production de composants, auparavant sous-traitée à l'étran-

ger à des coûts qui n'étaient pas compétitifs, est à présent rapatriée dans l'usine troyenne. BioSerenity est implanté sur trois sites sur le territoire national avec la R&D à Paris, un plateau de télésanté à Nancy et l'usine troyenne. Le site de la Technopole est donc le seul lieu de production et accueillera la première société de téléneurologie française à six mois si les autorisations sont accordées. BioSerenity emploie environ 300 personnes avec des profils de médecins, techniciens, ingénieurs en recherche et développement et en IA. Dans l'Aube, une vingtaine de personnes travaillent pour BioSerenity, un effectif destiné à augmenter pour accompagner la croissance de l'activité et atteindre 70 personnes à terme.

MARIE BÉATRICE PADIRAC



Le casque produit à Troyes pour des électroencéphalogrammes à distance et au diagnostic orienté grâce à l'IA.

Entretien avec la ministre déléguée à l'IA, Clara Chappaz : « un modèle d'excellence »

Que mettez-vous en place pour les entreprises ?

Clara Chappaz : « Les craintes sont légitimes pour l'IA. Le plan Osez l'IA comprend un premier volet qui est la sensibilisation. J'entends quand ici ou dans d'autres territoires, on m'interpelle sur l'intelligence artificielle et me dit que cela fait peur, que c'est trop complexe, trop cher, trop risqué. Toutes ces questions, elles existent. Nous avons 300 ambassadeurs qui, dans leurs propres secteurs, la culture, l'entreprise, la cantine... nous montrent comment ils utilisent l'IA pour améliorer le quotidien de leurs salariés. Dans le secteur de la santé, nous voyons très clairement comment l'IA peut accompagner pour avoir un meilleur accès aux soins. Mais, j'étais aussi avec un agriculteur avec Quimper qui utilise l'IA pour améliorer le bien-être de son troupeau et avec un commerçant à Tours qu'utilise pour améliorer la relation qu'il a avec ses clients. Il y a autant d'exemples qu'il y a de secteur et d'ailleurs, dans notre vie quotidienne

et nous utilisons de plus en plus l'intelligence artificielle ».

Quels sont Les financements d'Osez l'IA ?

Clara Chappaz : « Il y a une enveloppe de 200 millions d'euros pour toutes les étapes de l'entreprise. Pour d'abord les aider à faire un certain nombre de diagnostics et pour comprendre où l'IA va leur permettre d'apporter de meilleures utilisations, de meilleurs produits aux clients. Ensuite, il y a le cofinancement avec un catalogue de solutions et une partie accompagnement pour le passage à l'action. Pour pouvoir dire aux entreprises qui ont envie d'y aller, qui ont fait ce diagnostic, voilà les solutions qui existent et vous pouvez financer sous forme de prêt ce passage à l'action. La dernière partie, c'est la coconstruction. Quand BioSerenity produit son « large brain model », on imagine bien que derrière, ce sont énormément d'investissements pour pouvoir le rendre performant. L'État accompagnera les pionniers de l'IA, pour

construire des solutions françaises qui font rayonner notre pays ».

La France se situe aujourd'hui à la 5^e place mondiale en matière d'IA, quelles sont les perspectives ?

Clara Chappaz : « C'est une grande fierté de notre pays, l'intelligence artificielle. Depuis 2018, le président de la République a impulsé une stratégie nationale pour l'IA qui fait qu'aujourd'hui, nous sommes dans la course mondiale. Nous sommes 5^e à l'échelle mondiale en intelligence artificielle parce que nous avons cette excellence scientifique. Nous réussissons aussi à faire ce pivot de la science vers l'entreprise avec plus de 1 000 entreprises innovantes engagées pour créer des solutions très concrètes comme BioSerenity ou Optacare à Troyes. Nous avons les meilleurs cerveaux, mais pas encore les cas d'usage ».

MBP

Viticulture. L'entreprise familiale s'ouvre à de nouveaux marchés complémentaires à ceux des agrafes et accessoires de vignes avec la fabrication d'une lieuse manuelle.

Le groupe aubois CAVI rachète le bordelais Ligatex



Les ateliers Ligatex de Venduvre-sur-Barse.

Le groupe aubois CAVI, leader de l'agrafe de vignes, a racheté l'activité bordelaise de lieuses manuelles Ligatex. Distribuées dans les vignobles en

Région aquitaine depuis 20 ans, les lieuses prennent un nouvel essor, tout en restant robustes et réparables. Elles sont désormais fabriquées sur le site de Venduvre-

sur-Barse. Trois personnes ont été embauchées et les machines rapatriées sous la responsabilité du responsable d'atelier Elie Vieilhomme qui a constitué son

équipe. La lieuse mécanique complète l'activité viticulture de CAVI avec une étape qui intervient juste avant l'agrafage. Le déploiement commercial, jusqu'à présent confidentiel chez un distributeur en Aquitaine, est élargi à l'ensemble du réseau de distribution de CAVI qui assure également la fabrication du consommable avec les bobines. « Tout est réparable dans cette lieuse, nous assurons le service de révision et de réparation des lieuses », explique Basile Gautherot, directeur commercial de CAVI Groupe dont le responsable de production s'est formé en immersion dans l'entreprise bordelaise avant son rachat.

UNE LIEUSE FIABLE BON MARCHÉ

« Nous avons pris en main le produit et déjà apporté des améliorations. Cette première demi-saison nous a permis de

faire la présentation du produit aux distributeurs. Pour nous, la saison commence en septembre ». Avec une capacité immédiate de production de 2 000 pièces, le fabricant n'exclut pas l'adaptation de son site pour répondre à la demande de la distribution. « Notre machine est fiable et pas cher, 150 euros. Souvent, les vignerons ont deux machines électriques, et également deux lieuses mécaniques à disposition dans le garage quand ils ont du renfort ou des pannes sur les lieuses électriques ». Ligatex apporte un nouveau marché au groupe CAVI, et un nouveau savoir-faire dans l'entreprise avec le travail du métal, là où elle était spécialisée dans le plastique avec sa filiale Plastique d'Argonne. La lieuse Ligatex a été inventée par les frères Deloubes qui la distribuaient exclusivement via les établissements Lebec dans le bordelais. Quand les

frères Deloubes ont décidé d'arrêter leur activité, CAVI, présent chez Lebec, s'est positionné pour la reprendre. Le Groupe CAVI génère un chiffre d'affaires de 6 millions d'euros. Il est présent dans les pays européens limitrophes, en Amérique, Afrique et Océanie. Il poursuit son développement par de la croissance externe avec des compléments de gammes comme la lieuse, ou par de la croissance organique avec des innovations comme les pointes de paillage en amidon, biodégradables, dont la production est programmée pour 2026. L'activité Ligatex le positionne aussi sur un nouveau segment avec la métallerie pour la fabrication des pièces de la lieuse. L'entreprise familiale, qui poursuit ses développements, entend bien poursuivre sur sa lancée.

MARIE BÉATRICE PADIRAC

Emploi. L'agence départementale d'hospitalité veut séduire les nouveaux arrivants en sécurisant l'emploi des conjoints avec une plateforme dédiée au travail.

Osez l'Aube : toutes les offres d'emploi dans l'Aube centralisées

L'agence d'hospitalité Osez l'Aube veut faciliter la recherche d'emploi des nouveaux arrivants dans le département. Le nouveau site web Osez l'Aube rassemble ainsi toutes les offres de France Travail, de l'Apec, d'Emploi territorial et d'Hellowork pour le département de l'Aube sur sa plateforme en ligne. Le site réalisé avec Hellowork permet par ailleurs aux entreprises de publier leurs offres d'emploi gratuitement. L'annonce paraît alors sur le site Osez l'Aube mais bénéficie également de la visibilité de la plateforme du partenaire qui compte 5 millions d'utilisateurs par mois. Les annonces mises en ligne par les entreprises sont vérifiées et validées par l'équipe d'Osez l'Aube pour en garantir la conformité et le sérieux. Et pour les plus novices, la plateforme offre des conseils de rédaction d'annonces attractives pour attirer les candidats.

UNE PREMIÈRE NATIONALE

Le partenariat Osez l'Aube avec Hellowork constitue une première nationale. Hellowork a développé la plateforme pour une agrégation de toutes les offres aubois sur le site Osez l'Aube, des annonces diffusées par ailleurs sur le site du partenaire. L'Aube, premier territoire à opérer ainsi, y consacre un budget de 10 000 euros pour un an. « Si une personne est mutée à Troyes, l'enjeu est de trouver un emploi à son conjoint et de stabiliser toute la famille pour qu'elle reste et ne parte pas au bout de six mois, ce qui mettrait en plus l'entreprise en difficulté car elle devrait lancer un nouveau recrutement », explique Claire Garnichat qui gère Osez l'Aube.

Si le service propose une offre globale d'accompagnement des familles au quotidien et des soirées de bienvenue, il s'adresse aussi aux entreprises pour vendre le départe-



Claire Garnichat, responsable du pôle Osez l'Aube présente la plateforme de l'emploi dans le département : <https://emplois.osezlaube.fr>.

tement. Un kit employeur est une véritable boîte à outils pour pré-

senter et valoriser l'Aube est à leur disposition. Il contient des fiches

thématiques sur la vie au quotidien (logement, santé, éducation, petite enfance...), une plaquette de présentation du territoire, des photos, une présentation prête à être intégrée dans les fiches de poste, un podcast de témoignages « Vivre l'Aube » pour aider les recruteurs à attirer les talents.

En 2024, 750 familles ont emménagé dans l'Aube et 90 familles ont été accueillies par Osez l'Aube. « Il y a un vrai besoin, les deux premières demandes des nouveaux arrivants sont le logement et l'emploi du conjoint », explique Christelle Taillardat, directrice de l'agence départementale du tourisme de l'Aube. « Nous sommes dans un territoire de réseaux, si on connaît, ça va, mais quand on ne connaît pas, c'est plus délicat. Il faut donc rassurer les familles qui viennent s'installer ».

MARIE BÉATRICE PADIRAC

Champagne. Depuis son acquisition par le groupe Terroirs & Vignerons de Champagne (TEVC) en 2019, la Maison Abelé 1757, à Reims, façonne patiemment sa nouvelle identité, empreinte de tradition et de dynamisme. Illustration avec les trois premières cuvées du chef de caves Etienne Eteneau.

Champagne Abelé 1757 : la tradition dynamique

La Maison Abelé a la réputation de compter parmi les belles références de la Champagne. Tout en élégance et en finesse, ses vins reflètent le charme discret - trop discret, peut-être - d'une histoire deux fois et demie séculaire. Mais, depuis son retour dans le giron champenois de Terroirs & Vignerons de Champagne, en 2019, après une longue escapade au sein du groupe espagnol Freixenet, et sous l'impulsion d'une nouvelle équipe emmenée par Marie Gicquel, directrice générale, et Etienne Eteneau, chef de caves, Abelé redynamise son image et son champagne. Rien de forcément révolutionnaire en cela, d'ailleurs, car il s'agit avant tout de capitaliser sur les valeurs de la Maison, à commencer par son savoir-faire artisanal, synonyme de travail d'orfèvre. Pour autant, si la tradition a du bon, « l'immobilisme n'est pas une option », précise clairement Marie Gicquel.

Première étape, la marque et la communication : le champagne Henri Abelé est devenu Abelé 1757 - date de sa création - avec un habillage chic et sobre conforme aux codes du temps.

Deuxième étape, la distribution : très présent en France et en Espagne, Abelé 1757 étend progressivement son marché sur la proche Europe,



Avec les trois nouvelles cuvées d'Abelé 1757, Etienne Eteneau, chef de caves, et Marie Gicquel, directrice générale, entendent apporter un nouveau dynamisme à la belle Maison rémoise qui fêtera bientôt ses 270 ans d'existence.

la Corée du Sud, l'Australie, devrait trouver prochainement des débouchés aux USA... Tout en restant sur un mode de distribution sélective - CHR/cavistes -, la Maison serait en mesure de porter sa production de 300 000 bouteilles annuelles à 400 voire 500 000 si affinités. Et si ses magnifiques caves de la rue de Sillery, à Reims, peuvent en contenir bien plus, il n'est toutefois aucunement ques-

tion de se lancer davantage dans une course au volume.

CHARDONNAY MAJORITAIRE

Dans cette perspective, les vins sont au cœur de la troisième étape de l'évolution d'Abelé 1757. D'où la réflexion menée dès l'arrivée d'Etienne Eteneau, autour de deux axes. D'abord, une réduction de la gamme passant de 8 à 5 cuvées, pour davan-

tage de clarté. Ensuite, un travail intrinsèque sur chaque cuvée, dans le respect de l'héritage Abelé, allant vers l'accroissement (20 à 30 %) et le perfectionnement des vins de réserve - recherche de la profondeur, de la complexité, et création d'une réserve perpétuelle - et des assemblages. Avec toutefois une forme de rupture en ce qui concerne le rosé, auquel le chef de caves a souhaité donner une personnalité plus singulière.

Une trentaine de familles de vigneron, dont la plupart sont des 'historiques' de la Maison, assurent un approvisionnement issu d'une vingtaine de terroirs représentatifs de toute l'appellation, dans lesquels le chardonnay reste majoritaire (60 %) et garant du style Abelé.

Avec pour objectif de premiumiser les nouvelles cuvées, Etienne Eteneau s'est tout d'abord orienté vers une approche plus moderne des vins, par petites touches, en augmentant la part des vins de réserve, en diminuant le dosage (6 g/l), en mettant en exergue la finesse du chardonnay. Un travail au cordeau qui requiert l'exigence dans tout le processus de production.

UBIQUITÉ GASTRONOMIQUE

Après 4 ans de vieillissement en cave, les premières cuvées d'Etienne Eteneau (non millésimées et sur des

bases 2019) s'offrent enfin aux amateurs.

Evidemment 100 % chardonnay, le blanc de blancs joue sur la fraîcheur et la gourmandise de sa richesse aromatique. 56 €.

Cuvée signature de la Maison, le brut (35 % chardonnay, 40 % pinot noir, 25 % meunier, dont 25 % de vin de réserve) épouse tous les moments de dégustation du champagne, ce qui en fait, selon la belle expression du chef de caves, « un champagne d'ubiquité gastronomique ». 44 €.

Belle introduction au Sourire de Reims rosé 2008, cuvée phare d'Abelé 1757, l'équilibre du brut rosé (50 % chardonnay, 50 % de pinot noir rosé de macération des Riceys, et 30 % de vin de réserve) exprime - entre autres - ces arômes de fraise caractéristiques des pinots noirs des Riceys. Au-delà, sa singularité revendiquée n'est pas sans exprimer, il faut l'avouer, un certain romantisme... 55 €.

Avec ces trois nouvelles cuvées, Abelé 1757 affirme et affiche son ambition de « jouer dans la cour des maisons à forte valeur ajoutée », comme le souligne sa directrice générale.

JACQUES RIVIÈRE

Industrie

Maréchalle Pesage s'implante à Vierzon

Nouvelle étape dans l'histoire de Maréchalle Pesage. Fondée il y a 80 ans à Chauny, dans l'Aisne, cette entreprise familiale, pilier de l'économie locale, vient de poser un nouveau jalon dans son expansion nationale. Le 1er juillet 2025, le groupe a officialisé l'acquisition du fonds de commerce de CPN Centre Pesage, une société implantée à Vierzon (Cher), reconnue dans le domaine du pesage. Ce rachat marque une première pour le groupe : pour la première fois, il dépasse le cadre du nord de la France pour s'installer au sud de la capitale. « Nous avons renforcé notre ancrage dans les Hauts-de-France et l'Est. Cette implantation à Vierzon symbolise un nouveau cap dans notre stratégie de croissance », se réjouit la présidente Bérangère Maréchalle dans un communiqué.

Le groupe Maréchalle s'articule autour de deux entités complémentaires. D'un côté, Maréchalle Pesage (MP), spécialisée dans la fabrication de cages de contention et de pesage pour animaux, produits à Chauny dans une usine de 6 000 m². De l'autre, Maréchalle Pesage Métrologie (MPM), branche dédiée à la maintenance, à la réparation et au négoce de balances professionnelles.

MPM, déjà présente dans six villes stratégiques (Saint-Quentin, Reims, Amiens, Aire-sur-la-Lys, La Croix Saint-Ouen, Nancy), intervient dans des secteurs variés : agriculture, industrie, BTP ou encore viticulture, notamment en Champagne. Avec l'arrivée à Vierzon, l'entreprise se donne désormais les moyens de couvrir une plus grande partie du territoire et de répondre à une demande croissante dans le centre de la France. Car le groupe ne compte pas s'arrêter là : d'autres projets sont en cours pour renforcer sa présence sur l'ensemble du territoire, sans perdre l'ADN familial qui fait sa force depuis huit décennies.

Gastronomie

L'expérience "Dinner in the Sky" est de retour

Cette année, l'événement phare des Relais du Goût fait son grand retour du 18 au 21 septembre sur l'Esplanade Porte Mars à Reims. L'occasion de vivre une expérience unique puisque cinq ascensions par jour sont prévues (deux déjeuners, une masterclass et deux dîners dans les airs).

Prenez place autour d'une table suspendue, en toute intimité avec un Chef, dans une cuisine ouverte à 360°, pour être aux premières loges pour observer chaque geste, chaque secret de préparation.

Philippe Mille*, Meilleur Ouvrier de France et Chef du restaurant Arbane à Reims, accueille les convives avec ses pairs chefs étoilés et MOF. Ensemble, à tour de rôle, ils créent des menus d'exception, en accords parfaits avec les plus grandes Maisons de Champagne. Un moment suspendu, gastronomique et solidaire : l'ensemble des recettes est reversé à l'association Mille & Un ! pour soutenir le Trophée Mille.



Du jeudi 18 au dimanche 21 septembre 2025 – tous les jours. La billetterie pour les réservations est ouverte sur : <https://www.lesrelaisdugout.fr/dinner-in-the-sky/>

Aisne

Hausse des créations d'entreprises en juin 2025

Le mois de juin 2025 a été marqué par une dynamique positive dans l'Aisne, avec 410 nouvelles entreprises créées, soit une hausse notable de 9,3% par rapport au mois de mai, selon les statistiques publiées par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Sur une base annuelle, le département a enregistré une augmentation de 32 créations d'entreprises, soit un gain de 8,5%. En comparaison, mai 2025 avait vu un recul des immatriculations avec seulement 375 nouvelles entreprises, soit une baisse de 7,9% par rapport à avril et de 7,6% par rapport à mai 2024. Ces chiffres sont issus du Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) de l'Insee, qui s'appuie sur les données de la base Sirene et du répertoire statistique Sirus. Depuis la mise en place du régime de la micro-entreprise en 2009 (anciennement auto-entrepreneur jusqu'en 2014), les statistiques incluent à la fois les entreprises classiques et les micro-entreprises, ce qui reflète l'essor de cette forme juridique particulièrement populaire.

À l'échelle nationale, le nombre de créations d'entreprises a également progressé, avec une hausse de 3,3% en juin par rapport au mois précédent et de 5,6% par rapport à juin 2024. variations liées aux jours ouvrables appliqués aux données nationales.

G.B.

Patrimoine. La Fondation du Patrimoine et la Ville de Charleville-Mézières ont lancé une souscription publique pour financer une partie des 2,9 millions d'euros de travaux engagés pour la restauration de la Basilique Notre-Dame de l'Espérance, classée monument historique en 1910.

Patrimoine : 2,9 M€ de travaux pour la Basilique



Boris Ravignon et la délégation de la fondation du patrimoine lors de la signature de la convention et de l'appel à une souscription publique.

Lourdement touchée par les bombardements lors des guerres de 1815, 1870, 1919 et 1944 et par différents incendies, la basilique de Mézières avait besoin d'une importante restauration. Après un diagnostic général et un audit complet établis par un maître d'œuvre, architecte du patrimoine, Rodolphe Gissingier, recruté spécifiquement

pour faire le point sur de traumatiques affres du temps, un colossal chantier de rénovation des structures maçonnées (piles, boucles, verrières), de la flèche (intérieure et extérieure) culminant à 80 m de hauteur et des charpentes qui supportent le beffroi et le clocher a été engagé.

Après la livraison de près de 400

tonnes de tubes et plateaux d'échafaudage, une structure pyramidale a été hissée jusqu'à la pointe de la basilique culminant à 80 mètres.

D'autres étapes suivront puisque cet énorme chantier associant charpentiers, tailleurs de pierre, couvreurs et plombiers-zingueurs s'étalera sur deux ans et demi.

L'entreprise marnaise Le Bâtiment Associé (maçonnerie), la société Asselin (couverture), basée dans les Deux-Sèvres et dirigée par le président de la CPME, Coanus à Châlons-en-Champagne (couverture) et Europe Echafaudage qui avait œuvré à Notre-Dame de Paris ont été les entreprises retenues pour ces travaux complexes.

GRANDE SOUSCRIPTION

Lors de la signature d'une convention pour la « Restauration de la Basilique de Mézières » entre la ville de Charleville-Mézières, propriétaire de ce lieu de culte, et la Fondation du Patrimoine, le maire Boris Ravignon et Pierre Possémé, délégué régional de la Fondation, ont lancé une souscription publique à destination des particuliers et des entreprises.

Chaque offre financière permettra de contribuer à la réalisation du chantier et les donateurs pourront

en contrepartie bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu à hauteur de 66% du don, de 75 % pour l'impôt sur la fortune immobilière et de 40 à 60% de l'impôt sur les sociétés.

Boris Ravignon compte sur la générosité des mécènes attachés à la Basilique et qui souhaiteraient contribuer à la sauvegarde et à la valorisation d'un élément important du patrimoine local, qui a été élevé pendant une journée au rang de cathédrale en 1570, le jour du mariage du roi de France Charles IX et d'Elisabeth d'Autriche.

Pierre Possémé, confie quant à lui que « si 10% des dons (soit 290 000 euros) étaient atteints, la Fondation pourrait alors participer à 4% de l'investissement global. Cela représente déjà une bonification non négligeable ».

Le maire de Charleville-Mézières compte également sur la réussite de cette opération « pour pouvoir davantage faire visiter un lieu doté de 1000 m² de magnifiques vitraux dus à René Dürrbach qui y a travaillé pendant 25 ans mais aussi un trésor d'art sacré regroupant une cinquantaine de pièces prestigieuses résultant d'un dépôt de diverses églises ardennaises ».

Et aussi « pour réentendre avec



Ce chantier a nécessité l'élévation d'un gigantesque échafaudage

émotion sonner les cloches comme on a frêmi à Notre-Dame de Paris aux sons de l'orgue ».

Au terme de ce lourd chantier de 2,9 millions d'euros, les cloches de la Basilique pourront à nouveau rythmer la vie des habitants. La Ville envisage par la suite la remise à neuf du parking tout proche et la restauration du secteur pavé alentour.

PASCAL REMY

RSE. Mü est une entreprise mettant en place des démarches QVCT grâce à deux leviers : des ateliers en présentiel animés sur le terrain et une application intuitive permettant de mesurer le climat social, de visualiser les résultats en temps réel, et de co-construire des plans d'action adaptés.

Un temps fort au service de la qualité de vie au travail



Solution hybride - humaine et digitale - dédiée à la qualité de vie et à l'amélioration de la santé au travail, la start-up ardennaise Mü fondée en 2022 à Charleville-Mézières et lauréate du programme French Tech Tremplin, a organisé une semaine dédiée à la Qualité de Vie et des Conditions de Travail (QVCT) au sein des locaux de Rimbaud Tech. Elle a rassemblé entreprises, intervenants et partenaires engagés autour d'une ambition commune : promouvoir un mieux-être durable au travail par des actions concrètes et structurantes.

« Tout au long de la semaine, près de cinquante participants ont ainsi pu prendre part à un programme riche, rythmé par sept ateliers pratiques, des

conférences, des temps d'échange et des retours d'expérience. La diversité des formats proposés a permis d'aborder en profondeur les enjeux liés à la santé mentale, à la prévention des risques professionnels, à la cohésion d'équipe et à l'intégration du bien-être dans les politiques RSE », résume un des organisateurs.

Parmi les temps forts, citons notamment une session de sophrologie pour apprendre à relâcher la pression directement sur son poste de travail, une table ronde animée par Frédéric Merchez (consultant facteur humain chez EDF) sur la place du facteur humain dans la performance, ou encore un atelier animé par Catherine Puiseux (Transform2030) autour du lien entre

engagement sociétal et qualité de vie au travail. Des séances de prévention sur les risques psychosociaux et les troubles musculosquelettiques (TMS) ont également été proposées, ainsi que des activités collaboratives guidées par H10 Formation pour renforcer la cohésion et les dynamiques internes. La mobilisation des participants témoigne d'un intérêt croissant pour ces sujets essentiels et d'une volonté collective d'agir concrètement.

Forte de cette dynamique et de l'engouement suscité, l'équipe de Mü reconduira la Semaine QVCT en 2026, avec l'ambition d'élargir encore le champ des possibles et d'accompagner toujours plus d'organisations vers des environnements de travail sains, durables et performants.

En alliant écoute, données et action, Mü aide les entreprises à activer durablement leur performance par le bien-être au travail.

PASCAL REMY

Au Musée Bibracte, retour vers la Gaule antique !

Tourisme. Et si cet été, vous découvriez la vraie capitale gauloise ? Pas Lutèce, mais la capitale des Éduens, peuple gaulois, qualifiée par Jules César d'« oppidum le plus grand et le plus fertile de la Gaule », aujourd'hui musée à ciel ouvert qui a permis de mieux connaître nos ancêtres et le monde celte. En route pour Bibracte !



ANTOINE MAILLER

Tout l'été, retrouvez les rubriques tourisme réalisées par les journaux partenaires du « RésosHebdoEco ».

Pour rejoindre Bibracte, perchée sur le Mont Beuvray dans le Parc naturel régional du Morvan, il faut s'armer de patience et d'un GPS. Cette ancienne capitale des Éduens, un peuple riche et influent grâce à son contrôle stratégique des grandes voies fluviales reliant le Rhône à la Saône et à l'exportation vers l'Angleterre, fut un centre politique majeur entre le I^{er} siècle av. J.-C. et l'an 15. En 52 av. J.-C., lors de l'unification des peuples gaulois pour résister à Jules César, Vercingétorix fut élu chef suprême à Bibracte, un choix symbolique renforçant son autorité car les Éduens étaient jusque-là alliés des Romains. Six ans plus tôt, Jules

César s'y était installé après sa victoire sur les Helvètes et y rédigea une partie de ses Commentaires sur la Guerre des Gaules. Et heureusement pour sa postérité comme on le verra par la suite... Vercingétorix battu à Alesia (à une centaine de kilomètres) la capitale éduenne tomba ensuite dans l'oubli pendant près de 18 siècles.

LA RENAISSANCE DE BIBRACTE

Sa redécouverte commence en 1867, lorsque Jean-Gabriel Bulliot, archéologue amateur passionné, identifie le mont Beuvray comme le site probable de l'antique Bibracte grâce aux écrits de César. Il y conduit des fouilles pendant près de 30 ans, mettant au jour remparts, rues, habitations et objets précieux. Son neveu, Joseph Déchelette, archéologue renommé, lui succède et donne à Bibracte une place

centrale dans la compréhension du monde celtique. Après son abandon en 1914, le site est relancé en 1984 grâce à François Mitterrand, ancien maire de Château-Chinon toute proche, devenu président de la République. Lors d'une visite sur le mont Beuvray, il décide de soutenir la création d'un grand projet scientifique et culturel autour de Bibracte. Engagé dans la construction de l'Europe, Mitterrand inscrit la France, comme Napoléon III 130 ans avant lui - l'Empereur figure d'ailleurs à Alise-Sainte-Reine en Côte-d'Or, à proximité du site d'Alésia puisque le sculpteur Aimé Millet s'est inspiré de ses traits pour le visage de sa statue géante de Vercingétorix ! - dans les pages d'un « roman national ». Cela aboutit à l'inauguration, en 1995, du musée de Bibracte et d'un centre européen de recherche archéologique, toujours actif aujourd'hui, qui a non seulement permis de comprendre l'ingéniosité des Éduens et des Gaulois, mais aussi d'identifier d'autres Oppidum en Europe qui ont largement contribué à la compréhension par les savants de la civilisation celte.

LABORATOIRE DE RECHERCHE

Bibracte est un pôle scientifique et patrimonial européen majeur, accueillant chaque année près de 800 chercheurs et étudiants. Depuis 40 ans, les fouilles archéologiques se poursuivent sans interruption selon des plans validés scientifiquement, permettant d'enrichir un musée qui reçoit environ 50.000 visiteurs par an et conserve 1.820 objets, dont fibules, monnaies et tessons d'amphores. Les fouilles ont révélé 55 tonnes de fragments d'amphores, 3.700 pièces de monnaie et 800 fibules, essentielles pour la datation. Le site dispose aussi de neuf téraoctets d'archives numériques, 800 publications, 140.000 photos, des laboratoires, des espaces de conservation et une bibliothèque de 20.000 volumes, l'une des plus riches d'Europe en protohistoire. Pour faciliter la compréhension du site, Bibracte mise sur la médiation avec 470.000 participants à des visites et ateliers en 30 ans. Face au changement climatique menaçant la forêt du Morvan, un laboratoire environnemental étudie également les écosystèmes, dans le cadre de la labellisation « Grand Site de France » pour une gestion durable du patrimoine naturel.

Bibracte s'impose aussi comme un modèle de « slow tourisme » attractif, mêlant patrimoine, nature et archéologie. Le site emploie une quarantaine de permanents et une vingtaine de

PRATIQUE

Musée de Bibracte : Mont Beuvray - 71990 Saint-Léger-sous-Beuvray.
Tél. : 03 85 86 52 40

Ouvert du 15 mars au 11 novembre

Plein tarif adulte : entre 7 € et 10 € / Tarif réduit : 7 € (étudiants, demandeurs d'emploi, jeunes jusqu'à 26 ans)

Les personnes nées en 1995 bénéficient d'une entrée gratuite au musée jusqu'au 11 novembre 2025, sur présentation d'une pièce d'identité à l'accueil. Les personnes nées le 4 avril 1995 peuvent profiter de deux « Journées gauloises », comprenant l'entrée au musée, une visite guidée du site archéologique ou du musée, et un repas au restaurant Le Chaudron.

Visites guidées disponibles en français, allemand et néerlandais.

Ateliers pédagogiques : pour enfants (6 à 12 ans) et familles.

En voiture : accès via la D17 depuis Saint-Léger-sous-Beuvray ;

Parking gratuit et accessible aux PMR.

En transport en commun : navette Autun - Bibracte disponible selon les saisons.

www.bibracte.fr
destination-saone-et-loire.fr

guides saisonniers, et continue d'attirer des talents du monde entier passionnés par l'archéologie. Son budget de fonctionnement, de 5,5 M€ par an, repose majoritairement sur l'État (2,4 M€), avec des contributions de la région Bourgogne-Franche-Comté (145 000 €) et des départements de la Nièvre et de Saône-et-Loire (100 000 € chacun).

UNE PLONGÉE CHEZ LES GAULOIS

Outre les vestiges de la ville (dont on estime que 10% ont été découverts) : remparts, rues, habitations et ateliers artisanaux reconstitués, le musée présente, à travers des objets issus des fouilles, des maquettes, des reconsti-

tutions et des supports audiovisuels, l'artisanat, l'agriculture, le commerce, ainsi que la religion, l'art et la culture des Gaulois. Il met en lumière une civilisation bien plus raffinée que l'image « barbare » souvent véhiculée par Jules César. Le site comprend également des espaces d'expositions temporaires, une boutique-librairie, ainsi qu'un restaurant, Le Chaudron, proposant une cuisine inspirée des traditions gauloises.

PAR ANTOINE GAVORY
JOURNAL DU PALAIS
POUR RESOHEBDOECO,

reso-hebdo-eco.com



ANTOINE MAILLER

GRAINES DE BAROUEURS



Social. L'exonération est réservée aux salariés dont la rémunération est inférieure à 1,6 fois le Smic (19 euros de l'heure).

Pourboires et cotisations sociales, mode d'emploi

En principe, les pourboires versés aux salariés par les clients sont soumis aux cotisations sociales.

Les pourboires bénéficient cependant depuis 2022 d'une exonération temporaire de cotisations sociales qui a été prolongée pour 2024 et 2025. Les salariés sont également exonérés d'impôt sur le revenu (les pourboires sont cependant intégrés dans le revenu fiscal de référence).

• L'exonération est réservée aux salariés dont la rémunération est inférieure à 1,6 fois le Smic (19 euros de l'heure).

Elle ne concerne que les salariés des commerces en contact avec la clientèle (hôtels-café-restaurants, coiffure, taxi, théâtre, casino...).

Les travailleurs indépendants ne peuvent en bénéficier.

L'exonération porte sur les espèces versées directement aux salariés (et dont l'employeur ne connaît pas le montant) et sur les sommes remises à l'employeur et reversées aux salariés concernés. Il en est ainsi lorsque le pourboire est ajouté à la note à la demande d'un client payant par carte bancaire.



• Les pourboires étant par principe volontairement remis par les clients, l'exonération ne s'applique pas aux sommes automatiquement incluses dans la note présentée au client et appelées « pourcentage-service ».

L'employeur doit tenir un registre de répartition qui enregistre le montant

des pourboires, leur encaissement et leur remise aux salariés.

À défaut de registre de répartition, les cotisations sont calculées sur la base de montants forfaitaires, diminués de la déduction spécifique de 1,75 % pour frais professionnels.

Fiscal. Le premier ministre a présenté les orientations du budget 2026 en vue d'économiser 43,8 milliards d'euros.

Année blanche en 2026

• La mesure la plus importante serait l'absence d'indexation du barème de l'impôt sur le revenu, des prestations sociales, des retraites et des salaires des fonctionnaires. La mesure permettrait d'économiser 7 milliards d'euros, avec une inflation estimée à 1,1 %.

• En matière d'impôt sur le revenu, le gel du barème, des seuils et limites, permettrait d'économiser 1,2 mil-

liard d'euros. Le gel revient à une augmentation d'impôt pour les contribuables passant à une tranche supérieure.

• Les contribuables les plus fortunés seraient par ailleurs soumis à une « contribution de solidarité » qui devrait rapporter 2 milliards d'euros. Elle pourrait se calquer sur la contribution sur les plus hauts revenus (CDHR) instituée

en 2025 et qui garantit un niveau minimum d'imposition de 20 % au-delà de 250 000 euros de revenu (pour une personne seule).

• L'année blanche ferait essentiellement porter l'effort sur les retraités (3,7 milliards d'euros), les allocataires de prestations sociales (800 millions d'euros) et les demandeurs d'emplois (400 millions d'euros).

Les retraités pourraient

aussi subir la suppression de l'abattement de 10 % pour frais professionnels, remplacé par un forfait de 2 000 euros. Ce forfait serait supérieur aux 10 % pour les retraités les plus modestes, ne pénaliserait pas lourdement les revenus moyens et mettrait surtout à contribution les ménages plus aisés. La mesure permettrait d'économiser 5 milliards d'euros.

Juridique. Le taux d'intérêt légal est un taux annuel. Le calcul doit être effectué pour chaque semestre en fonction du nombre de jours de retard dans le semestre sur 365 jours.

Taux d'intérêt légal - 2^e semestre 2025

Le taux de l'intérêt légal constitue une référence pour le calcul des intérêts dus par un débiteur en cas de retard de paiement.

Deux taux sont fixés, l'un pour les créanciers professionnels, l'autre pour les créanciers particuliers (personnes physiques n'agissant pas pour des besoins professionnels). Peu importe le statut du débiteur, professionnel ou particulier.

Au 2^e semestre 2025, les

taux de l'intérêt légal sont les suivants :

— Pour les créanciers professionnels, le taux est de 2,76 % (contre 3,71 % au 1^{er} semestre 2025).

— Pour les créanciers particuliers, le taux légal est de 6,65 % (contre 7,21 % au 1^{er} semestre 2025).

Le taux d'intérêt légal est un taux annuel. Le calcul doit être effectué pour chaque semestre en fonction du nombre de jours de

retard dans le semestre sur 365 jours.

• Lorsque la somme est due à la suite d'une décision de justice, le taux d'intérêt légal est majoré de cinq points au-delà du 2^e mois suivant la date d'application du jugement (date d'expiration des voies de recours ou date de la signification du jugement dont l'exécution est provisoire).

Pour le 2^e semestre 2025,

le taux majoré est de 7,76 % pour un créancier professionnel, et de 11,65 % pour un créancier particulier.

• Entre professionnels, le taux des pénalités de retard ne peut être inférieur à trois fois le taux légal, soit 8,28 % pour le 2^e semestre 2025. En absence de convention, il est égal au taux refi de la BCE majoré de 10 points, soit 12,15 % depuis le 11 juin 2025.

Juridique

Indices des loyers commerciaux du 1^{er} trimestre 2025

L'Insee a publié les différents indices des loyers commerciaux servant de référence pour le plafonnement du loyer lors de la révision annuelle ou triennale et lors du renouvellement du bail.

• Au 1^{er} trimestre 2025, l'indice des loyers commerciaux (ILC) s'établit à 135,87 en hausse de 0,96 % sur un an et de 12,62 % sur trois ans (ILC 1^{er} trim. 2022 : 120,61).

L'ILC s'applique aux baux de locaux commerciaux et artisanaux. Il est obligatoire pour les baux conclus ou renouvelés à compter de septembre 2014.

• Au 1^{er} trimestre 2025, l'indice des loyers des activités tertiaires (ILAT) s'établit à 137,29, en hausse de 1,60 % sur un an et de 13,72 % sur trois ans (ILAT 1^{er} trim. 2022 : 120,73). L'ILAT s'applique aux baux des locaux de bureaux et des professions libérales. Il est obligatoire pour les baux conclus ou renouvelés à compter de septembre 2014.

• L'indice du coût de la construction (ICC) du 1^{er} trimestre 2025 s'établit à 2108 en baisse de 3,64 % sur un an.

Pour la révision triennale, la hausse du loyer est plafonnée à 10,16 % (1^{er} trim. 2022 : 1948). Pour le renouvellement du bail, la hausse du loyer est plafonnée à 32,88 % (1^{er} trim. 2016 : 1615).

L'ICC ne peut plus être retenu pour les baux conclus ou renouvelés à compter de septembre 2014.

• Le plafonnement peut être écarté en cas de modification notable de la valeur locative (caractéristiques du local, destination des lieux, obligations des parties, facteurs de commercialité, prix pratiqués dans le voisinage - Code de commerce, art. L145-33).

Insee: 2 juillet 2025

Juridique

Amende pour défaut d'immatriculation au RNE

• Jusqu'en 2012, le défaut d'immatriculation d'une entreprise constituait une infraction sanctionnée par une amende de 3 750 euros. Cette disposition a été abrogée, seule l'indication d'informations sciemment inexactes ou incomplètes étant punie d'une amende de 4 500 euros et d'un emprisonnement de six mois.

• La loi contre toutes les fraudes aux aides publiques de juin 2025 institue de nouveau la sanction du défaut d'immatriculation au registre national des entreprises (RNE), censé être révélateur d'un comportement frauduleux.

Toute personne qui ne se conforme pas à l'obligation de s'immatriculer au RNE encoure désormais, et depuis le 2 juillet 2025, une amende administrative de 7 500 euros (Code de commerce, article L 123-38-1).

Rappelons que l'immatriculation d'une entreprise au RNE s'effectue par l'intermédiaire du guichet unique électronique des formalités d'entreprises.

Sont ainsi visées les entreprises exerçant une activité commerciale, artisanale ou indépendante (à l'exception des activités agricoles) : commerçants, artisans, agents commerciaux, sociétés, groupements d'intérêt économique, certaines associations.

En bref

Les investissements directs étrangers en baisse plus prononcée dans le Grand Est qu'en moyenne nationale

Conjoncture. Après deux années de croissance quasiment euphoriques, les investissements directs étrangers reculent en France (-7% pour le nombre de projets et -36% pour les emplois induits), comme dans le Grand Est (-26% pour les projets et -46% pour les emplois). Dans les dix dernières années, le bilan régional dévoile 1 100 projets d'installations étrangères au service de la création ou du maintien de 34 000 emplois.

La région n'a pas échappé à la complexité du contexte national tant économique, que politique. Ne serait-ce que pour les investisseurs étrangers. En 2024, comme en moyenne hexagonale, la région n'échappe pas à une baisse des investissements directs sur son territoire. Le constat est même plus lourd ici qu'ailleurs. Cette baisse est plus importante dans le Grand Est que pour les régions traditionnellement choisies par les investisseurs étrangers.

À partir du constat 2024, au niveau national : 1 688 projets d'investissement, en baisse de 7%, mais permettant 37 787 maintiens ou créations d'emplois, en baisse de 36%, quel bilan annuel pour les quatre régions habituellement en haut du classement ?

En Ile-de-France, entre 2023 et 2024, les projets sont passés de 410 à 370 (-9,8%) et la répercussion sur les emplois maintenus ou créés de 11 200 à 8 170 (-27%). En Auvergne-Rhône-Alpes, de 205 à 198, le nombre de projets recule de 3,4%. Dans les Hauts-de-France, de 197 à 191, le nombre de projets baisse de 3%.

UN REcul PLUS IMPORTANT DANS LE GRAND EST

Le recul est beaucoup plus lourd pour la région. Le Grand Est, quatrième espace régional pour la localisation des investissements directs étrangers en France, voit le nombre de ses projets régionaux passer de 188 à 139 (-26%). La répercussion en termes d'emplois maintenus ou créés est lourde : de 5 600 en 2023 à 3 000 emplois (-46,4%) en 2024.

Entre 2023 et 2024, le nombre moyen d'emplois par projet (22 au niveau national en 2024) a baissé dans les régions leaders : de 27 à 22 en Ile-de-France, de 30 à 21 en Auvergne-Rhône-Alpes, de 42 à 27 dans les Hauts-de-France et de 30 à 21 dans le Grand Est. Le poids du



En 2023, l'Allemagne (26% du total des 188 projets) était en tête du classement des pays investisseurs directs dans le Grand Est.

Grand Est dans l'ensemble national passe de 10,4 à 8,2% en termes de projets et de 9,5 à 7,9% en termes d'emplois. Cette plutôt mauvaise année 2024 ne peut faire oublier le bilan régional des dix dernières années : 1 100 projets et plus de 34 000 emplois.

Les dernières évolutions ne perturbent pas la hiérarchie des régions sur le sujet. En 2024, comme en 2023, le Grand Est occupe la quatrième place pour le nombre de projets, derrière l'Ile-de-France, l'Auvergne-Rhône-Alpes et les

Hauts-de-France. Pour les emplois issus des investissements étrangers, le Grand Est demeure à la quatrième place. Cependant, la région Hauts-de-France devance Auvergne-Rhône-Alpes en termes d'emplois induits.

LE QUART DES PROJETS FOURNI PAR L'ALLEMAGNE

En 2023, le classement des pays investisseurs directs dans le Grand Est s'établit ainsi : Allemagne (26% du total des 188 projets), Etats-Unis (13%), Belgique (13%), Royaume-

Uni (9%), Suisse (6%), Italie (4%) et Pays-Bas (4%). En 2024, pour ces pays leaders, le poids relatif a baissé d'un à deux points. La Belgique disparaît du haut de ce classement, avec le podium 2024 suivant : Allemagne (24%), Etats-Unis (12%) et Royaume-Uni (8%). Le classement des pays investisseurs en France pour 2024 diffère : USA (15% des projets nationaux), Allemagne (14%) et Royaume-Uni (9%).

Les investissements étrangers s'appuient sur les secteurs forts, voire surreprésentés de la pro-

duction régionale. C'est le cas de la chimie, de la plasturgie, de l'industrie automobile ou du travail des métaux, des spécificités partagées avec les régions Hauts-de-France et Bourgogne-Franche-Comté. C'est également le cas pour la fabrication de machines et équipements mécaniques, une orientation sectorielle forte partagée avec la région Auvergne-Rhône-Alpes.

GÉRARD DELENCLOS

Opinions

PAR LE MEDEF

Qualité et pérennité du système de santé : les propositions du Mouvement des Entreprises de France

Face à la dégradation des comptes de la Sécurité sociale, et notamment de la branche maladie — qui représente à elle seule près des trois quarts du déficit — le Medef a constitué une task force pour formuler des propositions concrètes, tant de court terme que structurelles.

Notre objectif : construire un nouveau pacte intergénérationnel pour assurer la pérennité de notre modèle social, en retrouvant une trajectoire financière soutenable tout en améliorant son efficacité.

Ce rapport spécifique à notre système de santé, s'appuyant sur les travaux déjà menés par le Medef, notamment ceux de la commission Protection sociale et du comité Acteurs de santé, a été élaboré avec la volonté d'examiner toutes les options, sans parti pris initial sur les

mesures à porter. Il repose sur des auditions d'acteurs reconnus du système de santé, issus tant du secteur public que privé. Il s'est également appuyé sur l'expertise des fédérations professionnelles membres du Medef, notamment celles du secteur de la santé, pour lesquelles la viabilité et la performance sont une préoccupation majeure.

« Notre objectif : construire un nouveau pacte intergénérationnel pour assurer la pérennité de notre modèle social, en retrouvant une trajectoire financière soutenable tout en améliorant son efficacité. »

Six priorités incontournables pour garantir la pérennité de notre système de santé :

- Faire du numérique et de l'innovation les leviers d'amélioration de l'efficacité et de la transparence.
- Utiliser des indicateurs de qualité et instaurer une culture de la performance

pour piloter la transformation du système de santé.

- Mieux maîtriser, encadrer la consommation de soins et de biens médicaux en responsabilisant les acteurs.
- Décloisonner le système de soins en renforçant la coopération entre acteurs de terrain et en redéfinissant la place de l'hôpital.

- Faire de la prévention un levier central en agissant à la fois sur les comportements de santé et les facteurs qui déterminent l'état de santé.

- Clarifier la gouvernance et adopter un pilotage pluriannuel pour anticiper les

besoins de santé et structurer l'action publique

En complément de ces priorités, le Medef appelle également à ouvrir une réflexion sur le financement de notre système de santé. Ce sujet, central, fera l'objet de travaux et de propositions ultérieures.



Agissez maintenant !

Le bras de fer au sujet de la Loi Duplomb a-t-il tourné en défaveur des agriculteurs ? En censurant les dispositions de l'article 2 autorisant ces derniers à déroger à l'interdiction d'utiliser des produits contenant « des néonicotinoïdes ou autres substances assimilées, ainsi que des semences traitées avec ces produits », le Conseil constitutionnel a, en partie, donné raison aux parlementaires auteurs de sa saisine, mais aussi aux 2 millions de signataires de la pétition contre cette loi, adoptée par l'Assemblée nationale le 8 juillet dernier. Tout comme la France compte 60 millions de sélectionneurs en football, elle peut désormais compter sur 2 millions d'expert en agronomie, en utilisation de produits phytosanitaires et espérons-le en consommation responsable. Car il faudra désormais (même s'il n'est pas exclu que la question des néonicotinoïdes revienne très vite sur le devant de la scène) que ces 2 millions de Français allient leur parole (leur signature en l'occurrence) aux actes ! Que ces derniers, dans leur volonté de donner des leçons de bonnes pratiques culturelles aux agriculteurs français, s'interdisent séance tenante d'acheter et de consommer le moindre fruit ou légume issu d'une agriculture réalisée hors de l'Hexagone, là où les produits phytosanitaires qu'ils combattent courageusement sont autorisés... 2 millions de consommateurs citoyens qui permettront ainsi aux agriculteurs français de mieux vivre du fruit de leur travail et donc de pouvoir disposer des moyens nécessaires pour trouver des solutions alternatives à ces produits. Quant à nos parlementaires auteurs de la saisine, nous ne pouvons attendre d'eux rien moins qu'un texte instaurant l'interdiction pure et simple de produits importés, frais comme transformés, cultivés à l'aide de ces néonicotinoïdes. Vous parlez ? J'en suis fort aise : Eh bien, agissez maintenant !

BENJAMIN BUSSION

Cette page est une tribune ouverte à nos lecteurs. Pour livrer votre contribution aux débats économiques régionaux, prenez contact avec la rédaction des Petites Affiches
Matot Braine : 03 26 08 38 31 / 32 ou redaction.pamb@legalnet.org

le regard de Faro.



EMPLACEMENT DISPONIBLE

Contactez
Christine SERAINE
03 26 08 38 30
OU
06 24 99 12 36

regiepublicitaire.pamb@legalnet.org





INSERTIONS JUDICIAIRES & LEGALES

Le site www.matot-braine.fr des Petites Affiches Matot Braine est habilité par arrêtés préfectoraux à publier les annonces judiciaires et légales dans les départements des Ardennes, de l'Aisne, de l'Aube et de la Marne.

Les annonces reprises dans ces pages sont publiées à titre informatif.
Seules les annonces présentes sur notre site www.matot-braine.fr ont une valeur juridique ainsi que les attestations délivrées par notre site.

Les tarifs et modalités de publication des annonces judiciaires et légales sont fixés par l'arrêté des Ministères de la Culture et de l'Économie en date du 14 décembre 2023 :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2023/12/14/MICE2332581A/jo/texte>



L'intégralité des annonces légales parues dans la presse habilitée est consultable librement et gratuitement sur actulegales.fr

Avis d'attribution



ESPACE HABITAT

Avis d'attribution de marchés de maîtrise d'œuvre suite à l'Appel d'Offres Ouvert en date du 03 avril 2025

LUMES - Rue de Nouvion - Aménagement d'un lotissement de 70 parcelles - Maîtrise d'œuvre

Maître d'Ouvrage : ESPACE HABITAT 7 avenue du Maréchal Leclerc - 08013 CHARLEVILLE MEZIERES Cedex.
Attribution de la Maîtrise d'œuvre : GNAT Ingénierie M2508674



ESPACE HABITAT

Avis d'attribution de marchés de travaux suite à consultation en date du 25/04/2025

DEMOLITION DE 30 LOGEMENTS - BATIMENT 28-30 RUE RIMBAUD 08700 NOUZONVILLE

Maître d'Ouvrage : ESPACE HABITAT 7 Avenue du Maréchal Leclerc - 08013 CHARLEVILLE MEZIERES Cedex.
ATTRIBUTION DES TRAVAUX : ENTREPRISE VIELLARD pour un montant de 241.052,20 € HT. M2508676

Appel d'offres ouvert



COMMUNE DE DORMANS

Marché passe selon une procédure formalisée - Article L2124-1 du nouveau code de la commande publique

Pouvoir Adjudicateur : Commune de Dormans représentée par Monsieur Michel COURTEAUX, Monsieur le Maire 4 place du Général de Gaulle 51700 DORMANS Tél. : 03.26.58.21.45 Fax 03.26.58.25.55 courriel : mairie@dormans.fr
Objet du marché : Révision et souscription du contrat d'assurance des risques statutaires - agents affiliés à la CNRACL de la commune

Type de marché de travaux : Appel d'offre ouvert
Classification des produits : Service
Caractéristiques principales : Réalisation continue de prestations homogènes sur une durée maximale de 36 mois.
Des variantes seront-elles prises en compte : OUI
Présentation des lots : Assurance des Risques Statutaires des Agents affiliés CNRACL
Classification CPV : objet principal : 66512000-2
Conditions relatives au marché :

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : groupement conjoints : le contrat peut être proposé par des groupements conjoints d'assureurs.

Conditions de participation : Les justificatifs à produire sont ceux prévus au règlement de la consultation.

Unité monétaire utilisée : l'Euro

Langue de rédaction des offres : Les offres devront être entièrement rédigées en langue française.

Retrait du dossier :

Le dossier est à retirer sous format électronique sur le site www.xmarches.fr sous la référence : ASSRISQST_DS25

Lieu et date limite de remise des candidatures et des offres : Les candidatures et offres devront être déposées sur le site www.xmarches.fr sous la référence ASSRISQST_DS25 le vendredi 15 septembre 2025, 12 heures au plus tard

Date d'envoi du présent avis à la parution : 5 août 2025.

Renseignements complémentaires :

Toutes demandes de renseignements devront être faites sur le site de l'acheteur : <https://www.xmarches.fr>

M2508847

Annances légales



L'HEBDOMADAIRE REGIONAL D'INFORMATION ECONOMIQUE ET JURIDIQUE - GROUPE FORUMECO

Journal hebdomadaire régional

PETITES AFFICHES MATOT BRAINE
E.U.R.L. au capital de 100.000 € - R.C.S. 395 356 777
Société du groupe ForumEco
Siège social : 46 boulevard Lundy - 51100 REIMS
Tél. : 03.26.40.21.31 - Télécopie : 03.26.40.21.99
Site internet : www.matot-braine.fr

Bureaux ouverts :

- Du lundi au mercredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 30
- Jeudi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h
- Et le vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 16 h 30

Principal associé : Générale de Participations

Gérant et directeur de la publication : François HENRION

Rédacteur en chef : Benjamin BUSSON

Presse payante

Parution le lundi - Prix du numéro : 2 € - Abonnement annuel : 120 €

Imprimé sur les rotatives de Rotimpres

Polignon Pla de L'Estany s/n - 1781 AIGUAVIVA-GIRONA (Espagne)

Dépôt légal à parution - ISSN 0249-6755

N° CPPAP : 1025 I 87408

Tous les appels d’offres de votre département sur matot-braine.fr

Vente aux enchères



JURILAWAVOCATS CONSEILS

7 rue du Musée, CHARLEVILLE MEZIERES
03.24.52.62.51
charleville@jurilaw.com

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES SUR LICITATION

A la requête de : 1. Madame Adoudou OUHAB épouse AKKAL, née le 09 avril 1949 à AMIZOUR (Algérie), de nationalité algérienne ; 2. Madame Rahima AKKAL, née le 30 juin 1988 à REVIN (Ardennes), de nationalité française, agent administratif et 3. Monsieur Maamar AKKAL, né le 02 février 1990 à REVIN (Ardennes), de nationalité française, employé, demeurant ensemble chez Mme Rahima AKKAL, 103 boulevard de Paris, L'atrium Bat C201 - 13002 MARSEILLE.

Ayant tous pour Avocat Maître Justine POTIER, membre de la SELARL JURILAW Avocats Conseils, société d'avocat inscrite au Barreau des Ardennes, exerçant 7 rue du Musée - 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES et 31 avenue du maréchal LECLERC - 08200 SEDAN.

Il sera procédé à la vente sur licitation, en un seul lot, de :

Commune de VIREUX MOLHAIN (Ardennes)

Une maison à usage d'habitation sise 46 avenue Roger Posty, de 170,63 m2, mitoyenne de chaque côté, comprenant :

- Au rez de chaussée : couloir d'entrée, palier, salle à manger, pièce intermédiaire, cuisine donnant sur jardin, couloir donnant sur jardin et sur cave ;
- Au premier étage : deux chambres, palier, salle de bains ;
- Au second étage : deux chambres, petit palier ;
- Cave et grenier.
- Jardin.

Cadastrée sur une surface totale de 3 ares et 82 centiares comme suit :

- section AE n° 80, pour une contenance de 01 are et 74 centiares ;
- section n° 86 pour une contenance de 02 ares et 08 centiares.

Inoccupée

SUR LA MISE À PRIX DE 70.000 EUROS (SOIXANTE-DIX MILLE €)

Avec faculté de baisse d'un quart, d'un tiers ou d'une moitié à défaut d'enchères à l'audience et sans formalité.

Devant le Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de CHARLEVILLE-MEZIERES (08000), audience des saisies immobilières, Site Sévigné, 12 rue Madame de Sévigné - 08000 CHARLEVILLE MEZIERES.

Le jeudi 25 septembre 2025 à 10h30

Les enchères ne pourront être portées que par un Avocat inscrit au Barreau des Ardennes, les frais étant supportés par l'adjudicataire en sus du prix d'adjudication sur licitation.

L'adjudication sur licitation aura lieu aux conditions du cahier des conditions de vente déposé au Greffe du Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de CHARLEVILLE MEZIERES, où tout intéressé peut en prendre connaissance, ainsi qu'au Cabinet de l'Avocat poursuivant la vente.

Visites : sur appel à la SELARL CDJ VERRIER, commissaires de justice à CHARLEVILLE MEZIERES (08000), 1 rue de Lorraine (03.24.56 48 32).

Pour tous renseignements, s'adresser :

- 1. Au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de CHARLEVILLE MEZIERES (08000) ;
- 2. Au Cabinet de la SELARL JURILAW Avocats Conseils, 7 rue du Musée - 08000 CHARLEVILLE MEZIERES.

Tél. : 03.24.52.62.51.

M2507459

Procédure adaptée



Mon Logis^{AL}

Groupe ActionLogement

HLM MON LOGIS - GROUPE Action Logement

Réhabilitation et résidentialisation de 289 logements - Place A. Boucher
Rue E Delacroix - Mail P. Picasso
ROMILLY SUR SEINE (10100) - Relance du lot 7

Avis d'appel public à la concurrence

Marché de travaux

Marché passé en MAPA

Article R2123-1 Suivant le code de la commande publique du 1^{er} avril 2019

1 - NOM ET ADRESSE DU MAITRE D'OUVRAGE : SA HLM MON LOGIS - GROUPE Action Logement, au capital de 37.258.683,95€, inscrite au RCS sous le numéro 562 881 292, dont le siège social est situé 44, Avenue Gallieni, 10300 SAINTE SAVINE

Personne responsable des marchés : Monsieur le Directeur Général de la SA MON LOGIS - Groupe Action Logement.

2 - MODE DE PASSATION : marché de travaux passé selon une procédure simplifiée suivant le code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 et de l'article R2123-1

3 - OBJET DU MARCHÉ :

La présente consultation concerne les travaux suivants : REHABILITATION ET RESIDENTIALISATION DE 289 LOGEMENTS

Les travaux se situent à l'adresse suivante : PLACE A. BOUCHER - RUE E DELACROIX - MAIL P. PICASSO - ROMILLY SUR SEINE (10100)

Type de marché de travaux : 1/Exécution

Lots concernés : relance uniquement du lot 7 - lot électricité

Visite obligatoire : Détail dans le règlement de consultation.

4 - DELAI D'EXECUTION : Le délai d'exécution global est fixé à 9 MOIS à compter de la notification de l'ordre de service de commencement des travaux.

5 - MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER :

La publicité ainsi que le DCE sont téléchargeables sur le site www.marches-securises.fr

6 - MODALITES DE REMISE DES OFFRES : La transmission des candidatures et des offres se fera sur la plateforme www.marches-securises.fr

7 - DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : mercredi 10 septembre 2025 12h00

8 - JUSTIFICATIFS ET PIECES A FOURNIR : se reporter au règlement de la consultation

9 - DELAI D'ENGAGEMENT : 180 jours

10 - CRITERES D'ATTRIBUTION : Offre économiquement la plus avantageuse et selon les critères de sélection énoncés dans le règlement de consultation.

11 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

Renseignements administratifs auprès de Angélique CHEVALLIER : 03.25.70.94.81 - achevallier@mon-logis.fr

Renseignements techniques auprès de de la DDP - 03.25.810.810

12 - DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS A LA PUBLICATION : 07/08/2025

Le Directeur Général, Serge LAURENT.

M2508864

www.mon-logis.fr  [monlogisimmobilier](https://www.facebook.com/monlogisimmobilier)

Avis divers

COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND REIMS
COMPTES ADMINISTRATIFS 2024
DONNEES SYNTHETIQUES SUR LA SITUATION FINANCIERE DU GRAND REIMS

NATURE DES RATIOS	VALEUR DES RATIOS PAR BUDGET			
	PRINCIPAL	ORDURES MENAGERES	ARCHEOLOGIE	PHARE DE VERZENAY
Dépenses réelles de fonctionnement / Population	650,81 €	144,22 €	9,47 €	1,47 €
Recettes réelles de fonctionnement / Population	834,00 €	170,98 €	10,31 €	2,01 €
Dépenses d'équipement brut / Population	334,14 €	39,69 €	0,14 €	0,60 €
Encours de la dette au 31 décembre 2024 / Population	337,37 €	13,96 €	-	-
Dotation globale de fonctionnement / Population	109,56 €	-	-	-
Dépenses de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement	32,35 %	15,06 %	56,95 %	59,19 %
Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / Recettes réelles de fonctionnement	82,53 %	84,44 %	91,78 %	72,96 %
Dépenses d'équipement brut / Recettes réelles de fonctionnement	40,06 %	23,22 %	1,37 %	29,92 %
Encours de la dette au 31 décembre 2024 / Recettes réelles de fonctionnement	40,45 %	8,17 %	-	-
Épargne brute / Recettes réelles de fonctionnement	21,97 %	15,65 %	8,22 %	27,04 %

Le public est avisé de la mise à disposition pour consultation de ces Comptes Administratifs au siège de la Communauté urbaine du Grand Reims situé à l'Hôtel de la Communauté - 3 rue Eugène Desteuque à Reims.



Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne

LE DIAMANT DE L'AMOUR - ALIAS OASIS HAMMAM
SASU au capital de 1 000 Euros
Siège social : 2 RUE CAMILLE GUERIN
51450 BETHENY
RCS de Reims n°953 818 697

AVIS DE POURSUITE D'ACTIVITE

En date du 27/07/2025, l'associé unique a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société bien que les capitaux propres soient inférieurs à la moitié du capital social.
Mention au RCS de REIMS.
Farida BAKKOUCHE
M2508726

DISSOLUTION
DE SOCIETE

FCN
EXPERTISE
AUDIT
CONSEIL

57 Chaussée du Port
CS 90157
51008 CHALONS EN CHAMPAGNE CDX
Tél. : 03.26.68.39.58

LA HAIE
SCI au capital de 138 000 Euros
Siège social : 3 Impasse Boulanger
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE
RCS de CHALONS-EN-CHAMPAGNE
n°794 540 492

AVIS DE DISSOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire du 31/07/2025 a approuvé la dissolution Anticipée de la société à compter du 31/07/2025. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur M^{me} GHALI Anne, demeurant 3 Impasse Boulanger 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE et a fixé le siège de la liquidation au siège social de la société.
C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.
Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de CHALONS-EN-CHAMPAGNE.
M2508472

Maîtres Xavier BOUFFIN et Laëtitia MARCHAND
Notaires associés
4 Mail des Acacias - 51120 SEZANNE

SCI DE LA CHAUSSEE
Dissolution

Aux termes d'un acte reçu par Laetitia MARCHAND, notaire à SEZANNE, le 17 juillet 2025, les associés de la société dénommée SCI DE LA CHAUSSEE, société civile immobilière au capital de 1.500,00 €, ayant son siège social à LA CHAUSSEE SUR MARNE (51240) 12 rue du Colonel Caillot et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de CHALONS EN CHAMPAGNE sous le numéro SIREN 497 908 293, ont décidé la dissolution anticipée de ladite société à compter du 17 juillet 2025.
Ont été nommés liquidateurs : Monsieur Yves FRAMBRY et Madame Raymonde VAN DER PUTTEN, demeurant savoir : Monsieur à GUISY (62140), 9 rue du Pont, et Madame à CHALONS EN CHAMPAGNE (51000), 1, rue du Camp d'Attila, à qui ont été conférés les pouvoirs les plus étendus pour terminer les opérations sociales en cours, réaliser l'actif et acquitter le passif ;
Le lieu où doivent être adressées la correspondance et la notification des actes et documents concernant la liquidation a été fixé en l'étude de Maître BOUFFIN-MARCHAND, notaires associés à SEZANNE (51120), 4 Mails des Acacias ;
Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de CHALONS EN CHAMPAGNE.
Pour avis et mention :
Maître MARCHAND.
M2508826

LE BOIS TRAITE
Société à Responsabilité Limitée en liquidation
Au capital de 7.622,45 Euros
Siège social :
20 rue de Chanteraine
51800 STE MENEHOULD
Siège de liquidation :
20 rue de Chanteraine
51800 STE MENEHOULD
736 220 245
RCS Châlons en Champagne

Aux termes d'une décision en date du 30 juin 2025, l'Associée Unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 30 juin 2025 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.
Madame Caroline GRISOLET, demeurant 2 Place Centrale - 55250 BEAULIEU EN ARGONNE, Associée Unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.
Le siège de la liquidation est fixé 20 rue de Chanteraine - 51800 STE MENEHOULD. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.
Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de Commerce de CHALONS EN CHAMPAGNE, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.
Pour avis : Le liquidateur.
M2508686

SCCV PAUL DUBOIS CONSTRUCTION
Société civile immobilière de construction vente au capital de 1.000 Euros
Siège social :
1 impasse Lundy - 51100 REIMS
820 388 973 R.C.S. Reims

Par décision du 30 juillet 2025, la société FIC PROMOTION (SAS au capital de 100.000 €, siège social : 25 rue de Bretagne - 75003 PARIS, 831 786 892 R.C.S. PARIS) a, en sa qualité d'associé unique de la SCCV PAUL DUBOIS CONSTRUCTION, décidé la dissolution sans liquidation de ladite société par transmission universelle de patrimoine à compter de ce jour, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 al. 3 du Code civil. Les créanciers peuvent former opposition dans les 30 jours de la publication au Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales (BODACC) devant le tribunal de commerce de REIMS.
Pour avis.

SCCV SAINT HILAIRE CONSTRUCTION
Société civile immobilière de construction vente au capital de 1.000 Euros
Siège social :
1 impasse Lundy - 51100 REIMS
827 637 695 R.C.S. Reims

Par décision du 30 juillet 2025, la société FIC PROMOTION (SAS au capital de 100.000 €, siège social : 25 rue de Bretagne - 75003 PARIS, 831 786 892 R.C.S. PARIS) a, en sa qualité d'associé unique de la SCCV SAINT HILAIRE CONSTRUCTION, décidé la dissolution sans liquidation de ladite société par transmission universelle de patrimoine à compter de ce jour, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 al. 3 du Code civil. Les créanciers peuvent former opposition dans les 30 jours de la publication au Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales (BODACC) devant le tribunal de commerce de REIMS.
Pour avis.

BNJL IMMOBILIER
SCI au capital de 10 000 €
Siège social : 595 Bde des Lilas
51230 FERE CHAMPENOISE
RCS de REIMS n°893 976 100

Avis de dissolution

L'assemble générale du 25/07/2025 a approuvé la dissolution Volontaire de la société à compter du 25/07/2025. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur M. LEGRAND Bruno, demeurant 595 Bd des Lilas 51230 FERE CHAMPENOISE et a fixé le siège de la liquidation chez le liquidateur.
C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.
Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de REIMS.
M2508850

LA PRAIRIE
Société civile de construction vente au capital de 1.000 Euros
siège social :
1 impasse Lundy - 51100 REIMS
909 396 202 R.C.S. Reims

**CLOTURE
DE LIQUIDATION**

FCN
EXPERTISE
AUDIT
CONSEIL

57 Chaussée du Port
CS 90157
51008 CHALONS EN CHAMPAGNE CDX
Tél. : 03.26.68.39.58

LA HAIE
SCI au capital de 138 000 Euros
Siège social : 3 Impasse Boulanger
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE
RCS de CHALONS-EN-CHAMPAGNE
n°794 540 492

AVIS DE LIQUIDATION

L'assemble générale du 31/07/2025 a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M^{me} GHALI Anne de son mandat, lui a donné quitus de sa gestion et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 31/07/2025.
Les comptes de la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de CHALONS-EN-CHAMPAGNE.
Le Liquidateur
M2508473

LUTUN & SHALGIAN
Notaires Associés
Commercial - Rural - Rural - Villages - Bordures

SCI BEAURIEUX
SCI en liquidation
SCI au capital de 1.524,49 Euros
Siège social : 2 Impasse Mon Idée (51220) CORMICY
N° 417 590 221 RCS de Reims

Suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 20 février 2025, la collectivité des associés de la SCI BEAURIEUX a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus de sa gestion au liquidateur et le décharge de son mandat, et a prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 20 février 2025
Radiation au RCS de REIMS
Pour avis
Le notaire Maître Laurent LUTUN
M2508863

SCI JN
Société civile immobilier en liquidation
Au capital de 60.979.60 Euros
Siège de liquidation :
93 A rue Gambetta - 51100 REIMS
388 412 199 RCS Reims

Avis de clôture de liquidation

L'Assemblée Générale réunie le 30/06/2025 au siège de liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Jean -Pierre GUY demeurant 93 A rue Gambetta 51100 REIMS, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée. Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de Reims, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.
Pour avis : Le Liquidateur.
M2508462

FCN
EXPERTISE
AUDIT
CONSEIL

FCN Reims Farman
7 rue Gabriel Voisin
B.P. 318
51688 REIMS CEDEX 2
Tél. : 03.26.09.24.66

HABLAMEDIATION
Société par actions simplifiée au capital de 1.000 Euros
Siège social et siège de liquidation :
30 rue de l'Amée -
51110 LAVANNES
902 535 475 RCS Reims

Aux termes d'une décision en date du 05 août 2025 au 30 rue de l'Amée à LAVANNES (51110), l'Associé Unique a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Sébastien ROSALES, demeurant 30, rue de l'Amée à LAVANNES (51110), de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et prononcé la clôture de la liquidation à compter du 31 juillet 2025.
Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de Commerce de REIMS, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre.
Pour avis :
Le Liquidateur.
M2508747

AUX PAPILLES DES STERNAK
Société à responsabilité limitée en liquidation au capital de 10.000 Euros
Siège social :
17 place des Ursulines
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE
Siège de la liquidation :
7 Bis rue Raymond Poincaré
51150 PLIVOT
919 084 251
R.C.S. Châlons en Champagne

L'assemblée générale ordinaire du 27 juin 2025 a approuvé les comptes de liquidation au 31 mai 2025, déchargé le liquidateur M^{me} STERNAK Margaux de son mandat, lui a donné quitus de sa gestion et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 27 juin 2025.
Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de CHALONS EN CHAMPAGNE.
Pour avis.
M2508748

COURSE-FR
SASU au capital de 1 000 Euros
Siège social : 5 rue Pitartbourg
51120 SAUDROY
RCS de Reims n°844 335 877

AVIS DE LIQUIDATION

En date du 04/08/2025, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M. RENAUD Frédéric de son mandat, lui a donné quitus de sa gestion et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 04/08/2025.
Les comptes de la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de REIMS.
Frédéric RENAUD
M2508761

LA PRAIRIE
Société civile de construction vente en liquidation au capital de 1.000 Euros
siège social et de liquidation :
1 impasse Lundy -
51100 REIMS
909 396 202 R.C.S. Reims

Le 30 juin 2025, l'AGO a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, déchargé ce dernier de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation. Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de REIMS. Mention sera faite au R.C.S. de REIMS.
Pour avis :
Le liquidateur.
M2508807

FCN
EXPERTISE
AUDIT
CONSEIL

FCN Sézanne
33 rue Aristide Briand
BP 64 - 51120 SEZANNE
Tél. : 03.26.80.53.30

MARN ALU
Société à Responsabilité Limitée en liquidation au capital de 5.000 Euros
Siège : 33 rue Aristide Briand
51120 SEZANNE
Siège de liquidation :
33 rue Aristide Briand
51120 SEZANNE
830 496 675 RCS Reims

L'Assemblée Générale réunie le 21 juillet 2025 au siège a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Gérald ROSSI, demeurant 22 Grande Rue - 10170 LES GRANDES CHAPELLES, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.
Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Commerce de REIMS, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la société sera radiée dudit registre.
Pour avis : Le liquidateur.
M2508203

TRIBUNAUX
DE COMMERCE

M. PERES juge commissaire au tribunal de commerce de CHALONS EN CHAMPAGNE
Ordonnance ratification état collocation en date du 04/08/2025.
VU l'article R 643-6 du Code de commerce approuvons et ratifions l'état de collocation concernant :
JAMAIN DANIEL
67 rue de Fagnières - 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE.
M2508777

AVIS DIVERS

arquebuse
notaires associés

18 rue de l'Arquebuse
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

M. Patrice BON-PEIFFER

Avis de saisine de légataire universel - Délai d'opposition

Par testament olographe en date du 21 février 2022, Monsieur Patrice André Charles BON-PEIFFER, en son vivant retraité, veuf de Madame Danièle Pierrette Germaine CHAMPION, demeurant à CHALONS EN CHAMPAGNE (51000), 12 rue du Cirque, né à CHALONS EN CHAMPAGNE (51000), le 12 mars 1948, décédé à CHALONS EN CHAMPAGNE (51000), le 7 juin 2025, a institué un légataire universel.
Ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture par le greffe du tribunal judiciaire de CHALONS EN CHAMPAGNE, le 11 juillet 2025.
Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du Notaire chargé du règlement de la succession : Me Laurence CARLIER, Notaire à CHALONS EN CHAMPAGNE, le 11 juillet 2025.
Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du Notaire chargé du règlement de la succession : Me Laurence CARLIER, Notaire à CHALONS EN CHAMPAGNE, référence CRPCEN : 51084, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de CHALONS EN CHAMPAGNE de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament, de la copie de ce testament et de l'acte de saisine.
En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.
Pour avis : Le Notaire.
M2508819

CHANGEMENT DE
REGIME MATRIMONIAL

**OFFICE
HERVO
NOTAIRE**

*Notaires
de France*

SELARL OFFICE NOTARIAL HERVO
13 rue du Docteur Calmette
51200 EPERNAY

EPOUX TOPCZEWSKI

Changement de régime matrimonial

Suivant acte reçu par Maître Jean-Cyril HERVO, Notaire à EPERNAY, le 27 juin 2025, a été reçu le changement de régime matrimonial portant adoption du régime de la communauté de biens réduite aux acquêts par Monsieur Stanislas TOPCZEWSKI, né à EPERNAY (51200), le 24 juillet 1971 et Madame Anne Monique BOUCHET, née à ANNECY (74000), le 23 août 1972, demeurant à MANCY (51530), 2 route d'EPERNAY.
Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.
Pour insertion,
Maître Jean-Cyril HERVO.
M2508820

Maîtres BOUFFIN, MARCHAND
Notaires associés
51120 SEZANNE

EPOUX CUSATIS

Avis d'aménagement de régime matrimonial

Aux termes d'un acte reçu par Me Laetitia MARCHAND, le 24 août 2024 :
Monsieur Aurélien CUSATIS, employé, et Madame Emilie, Jocelyne, Marthe CHAMPY, demeurant ensemble à BANNES (51230), 6 Rue des Résistants et Déportés.
Nés, savoir :
- Monsieur à CHALONS SUR MARNE (51000), le 10 juin 1980.
- Madame à EPERNAY (51200), le 24 janvier 1980.
Tous deux de nationalité Française.
Mariés sous le régime légal de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de BROUSSY LE GRAND (51230), le 2 juillet 2005 ; ledit régime n'ayant subi aucune modification contractuelle ou judiciaire postérieure, ainsi déclaré.
Ont souhaité aménager leur régime matrimonial par l'apport à la communauté d'un bien propre appartenant à Madame Emilie CUSATIS-CHAMPY.
Les oppositions seront reçues dans les formes prescrites par l'article 1300-1 du Code de procédure civile dans un délai de trois mois à compter de cette publication, en l'étude notariale, à SEZANNE, où domicile est élu.
Pour avis :
Laetitia MARCHAND, notaire.
M2508809

ANNONCES LÉGALES

PENSEZ À PAYER PAR VIREMENT OU PAR CARTE BANCAIRE À DISTANCE EN TOUTE SÉCURITÉ

03.26.40.21.31

Nouveauté. Avec ses 280ch électriques et son tempérament de feu, la petite Peugeot réinterprète une recette éprouvée. Face à elle, son éternelle rivale de la maison d'en face...

208 E-GTI : rouge de plaisir



Hormis ses jantes, la sportive électrique Peugeot ne donne pas dans l'excès stylistique.



Ambiance rouge et noir à bord comme au temps de la 205 GTI.

C'est une saga sans fin. Un feuilleton qui dure depuis le début des années 80. Dans les rôles principaux, un duo que rien ne semble pouvoir séparer. D'un côté, une Peugeot. De l'autre une Renault, devenue Alpine pour les besoins de la cause. De la 205 GTI à la 208 E-GTI, de la R5 Alpine à l'Alpine A290. Changement majeur, on est passé de bouillants moteurs thermiques à des blocs 100% électriques survitaminés. Un changement indispensable, pas pour être dans l'air du temps mais plus prosaïquement pour éviter des malus dissuasifs condamnant à la mort commerciale définitive celles qu'on appelait autrefois les « petites sportives ». Quand la taxe à acquitter dépasse le prix de vente, on comprend qu'il n'existe qu'une issue : l'électricité. Une question de réalisme.

Peugeot joue avec à propos sur la nostalgie en présentant une E-GTI rouge avec l'intérieur noir et rouge, équipée de roues de 18 pouces siglées GTI : autant de clins d'oeil à l'illustre aînée 205, restée dans les mémoires comme un modèle d'efficacité et d'exigence. Elaborée sur la version à batterie de la génération actuelle lancée il y a déjà six ans, la E-GTI arrive alors qu'on ne l'attendait plus vraiment. Mais comme le prétend un diction populaire : mieux vaut tard que jamais... La 208 se distingue par son châssis efficace. La E-GTI y ajoute des voies élargies (56mm à l'avant, 27mm à l'arrière), une assiette abaissée de 30mm, des arches de roues majorées pour accueillir les roues au style inspiré de celles de sa glorieuse aînée. Le construc-

teur met en avant la participation des ingénieurs de Peugeot Sport à la mise au point du châssis : ressorts et amortisseurs avec butées hydrauliques spécifiques, le « must » actuel, barre antiroulis arrière, ESP avec mode sport, direction recalibrée. Le freinage a été confié à l'avant à des disques de 335mm pincés par des étriers fixes à quatre pistons, conçus pour optimiser un refroidissement efficace, gage d'une puissance constante. Pour compléter cet ensemble, la 208 E-GTI est montée en Michelin Pilot Sport cup 2, des gommes proches des pneus utilisés en compétition.

LE PLAISIR DE CONDUITE, C'EST SÉRIEUX
Pour animer cette GTI 100% électrique, Peugeot a choisi un

bloc développant 280ch avec un couple généreux de 345 Nm promettant des accélérations toniques matérialisées par un 0 à 100km/h en 5,7 secondes. Un différentiel à glissement limité optimisant le comportement en courbe et facilitant le passage à la route de cette puissance respectable. Ce moteur fonctionne en tandem avec une batterie de 54kWh dont la gestion a été prévue pour une utilisation sportive. Peugeot fait état d'une autonomie conventionnelle de 350 km. A pondérer si on utilise le potentiel de la 208 E-GTI. À bord, Peugeot a ressorti la palette de couleurs qui ont contribué à l'attractivité de la 205GTI en son temps. Ambiance rouge et noir. Ou plus exactement noir en abondance avec en contrepoint des touches de rouge ça et là, des fonds de compteurs aux sièges baquets en passant par le volant, partiellement habillé de peau suédée. Sans oublier la dispensable moquette de la même couleur.

Par apport à sa concurrente directe, l'Alpine A290, la Peugeot joue une partition très différente. Relative discrétion esthétique et puissance contre style exubérant voire tapageur et moteur beaucoup plus sage (180 ou 220ch). Une différence minimum de 60ch, électriques ou pas, c'est loin d'être négligeable. Il est peu probable que les clients intéressés par une citadine de caractère hésiteront entre les deux tant elle se différencient. Les uns privilégieront le design et le prestige du nom, les autres la relative discrétion et les performances. A chacun d'y trouver son bonheur sur roues. Dans les deux cas, l'agrément devrait être au rendez-vous. Conclusion d'Alain Favey, le DG de la marque : « Chez Peugeot, nous prenons le plaisir au sérieux ». Une invitation à s'installer derrière le volant. Enjoy !

DOMINIQUE MAREE

R4 Savane Concept : parfum d'aventure

À peine commercialisée et déjà déclinée en version tout chemin. Cette Renault 4 des sous-bois n'est pour le moment qu'une étude auquel Renault pourrait donner un avenir.

Savane : le nom semble sorti du rayon des souvenirs et fait penser à la fois à un gâteau et à une série spéciale basée sur une Renault 4. Pas de marbré au chocolat ici mais plutôt de voiture. Et de clin d'oeil à la fameuse R4 Savane qui n'était ni plus ni moins qu'un modèle ordinaire agrémenté d'éléments décoratifs spécifiques et de quelques équipements supplémentaires. Et avant cela dans les années 50 à une sorte de gros break rustique surélevé. Aujourd'hui, on parlerait de SUV. La Renault 4 Savane 4X4 concept (ouf !) en est la très lointaine descendante. Le constructeur la présente comme la R4 des « gentlemen explorateurs ». Pourquoi pas ?

Garde au sol surélevée de 15mm, voies élargies de 10mm, roues spécifiques de 18 pouces montées en pneus Goodyear ultra grip performance, transmission intégrale permanente grâce à la greffe d'un deuxième bloc électrique sur l'essieu arrière : Renault n'a pas fait les choses à moitié et cette variante permet de se risquer dans les sous-bois sans crainte et de se montrer à son aise sur des terrains boueux ou encore sur la neige. Le constructeur évoque même une certaine aptitude en franchissement. Couleur vert jade inédite, boucliers et passages de roues noir brillant reliés par des bas de caisse assortis, revêtement imprimé sur



le toit, bouclier avant et arrière nantis de butoirs proéminents : la présentation extérieure est sédui-

sante et montre l'aboutissement de cette étude quasiment prête à passer à la production.

L'aménagement intérieur reprend pour l'essentiel celui de la R4 E-Tech dont la planche de bord, elle-même héritée de la R5. Ce n'est pas un défaut car elle est à la fois fonctionnelle et esthétique. La Savane 4X4 bénéficie d'une touche de raffinement supplémentaire avec ses sièges habillés de tissu technique brun foncé avec en contraste des renforts latéraux au motif pied de poule. Le tout crée une ambiance cosy. Il ne reste plus à espérer que Renault décide d'inscrire à son catalogue cette R4 Savane 4X4. Elle constituerait un duo de charme 100% électrique avec la R4 E-Tech.

D.M.

Thierry Bussy. Récemment réélu à la tête de la Safer Grand Est, l'éleveur marnais y défend notamment la transmission des exploitations et soutient les projets d'installation agricole. Sans oublier pour autant son rôle d' élu local (maire, conseiller départemental...) au service de la proximité et de l'intérêt général.

« Défendre et conserver notre modèle agricole »



Thierry Bussy, passionné par ce qu'il entreprend, apprécié pour son engagement.

Du plus loin qu'il se souvienne, Thierry Bussy a toujours voulu être éleveur. Quant à en connaître la raison fondamentale, c'est simple, il n'en a aucune idée ! « Mes parents n'étaient pas agriculteurs mais, enfant, je passais mes vacances dans la ferme de mes grands-parents paternels, à Passavant-en-Argonne. » Naissance inconsciente d'une vocation ? Peu importe : éleveur il voulait être, éleveur il est devenu. Encore qu'une carrière de basketteur professionnel aurait pu s'offrir à lui. En effet, du haut de son mètre quatre-vingt-onze, il taquinait les paniers sur le plancher de la Gauloise de Vitry, à Vitry-le-François. Avec un certain bonheur puisqu'il sera appelé dans les pré-sélections de l'équipe de France junior et disputera même quelques matches amicaux sous les couleurs tricolores. Ce qui lui vaudra évidemment d'être repéré par les pros du Reims Champagne Basket dont il rejoindra les rangs avec un statut 'd'espoir' pour la saison 82-83, avant de se diriger vers l'ESPE Châlons. Las, un grave accident de voiture le privera de ballon pendant plus de deux ans. Il retrouvera pourtant le basket à La Gauloise, avec laquelle il franchira quatre divisions en quatre ans,

jusqu'en Nationale 1 - c'est-à-dire aux portes de l'échelon professionnel. « J'ai arrêté le basket à 30 ans, au soir d'une finale de coupe de France amateurs perdue contre Angers. » Il faut dire, aussi, que concilier le basket à un bon niveau et l'élevage de vaches laitières

« J'aime bien avancer et, pour avancer, il faut savoir trancher, défendre des positions, généralement collectives, et s'y tenir. Et quand on est un élu local de proximité, on est là pour défendre la proximité. »

devenait franchement compliqué.

UNE QUESTION D'ORGANISATION

Aujourd'hui, Thierry Bussy est à la tête de deux exploitations. Sur l'une, il pratique la polyculture (blé, orge d'hiver et de printemps, pois, luzerne, tournesols...), sur l'autre, il surveille un cheptel de 65 mères allaitantes de race limousine. De quoi remplir sans difficulté les journées. Aussi l'observateur non averti se demande-t-il com-

ment fait Thierry Bussy pour mener de front les travaux agricoles... et les différents mandats dont il a la charge. Car il est aussi : maire de Maffrécourt (commune d'une soixantaine d'âmes entre Valmy et Sainte-Ménéhould), vice-président de la Communauté de communes de l'Argonne Champenoise, conseiller départemental de la Marne (canton Argonne, Suippe et Vesle), président de la Safer Grand Est... Lui répond que c'est surtout une question d'organisation. Thierry Bussy sait déléguer et s'entoure pour cela d'équipes sur lesquelles il peut compter, en toute confiance.

SOLLICITÉ...

Pour autant, Thierry Bussy n'a jamais rien sollicité. En revanche, il a toujours été sollicité. Pour remplacer le maire sortant de Maffrécourt, « alors même que j'ignorais tout de la fonction » ; pour intégrer la Communauté de communes ; pour mettre un pied dans le syndicalisme agricole via la FDSEA (ce qui le conduira à la Safer*) ; ou encore pour devenir conseiller départemental à l'heure du redécoupage des cantons. Le cheminement n'est sans doute pas complètement le fruit du hasard - auquel l'intéressé ne se réfère guère -, « plutôt de rencontres ».

Il convient de préciser que Thierry Bussy a une réputation d'homme de caractère, passionné par ce qu'il entreprend, apprécié pour son engagement et la vision humaniste qu'il lui donne. « J'aime bien avancer et,

pour avancer, il faut savoir trancher, défendre des positions, généralement collectives, et s'y tenir. Et quand on est un élu local de proximité, on est là pour défendre la proximité. » Ce qui lui paraît le sens même de ses mandats. Alors, Thierry Bussy serait-il l'homme providentiel ? Il s'en défend énergiquement, ayant toujours eu la liberté de refuser - ce qu'il n'a d'ailleurs pas hésité à faire en certaines circonstances. Il y voit surtout une façon de

« défendre l'intérêt général » qui répond à ses valeurs, et de « rendre ce qu'il vit », puisqu'il aurait « été malade de ne pas devenir agriculteur ».

FIDÈLE À SES CONVICTIONS

Au début des années 2010, il s'occupe du secteur foncier à la FDSEA lorsqu'on le... sollicite pour prendre la présidence du Comité technique marnais de la Safer (alors Champagne-Ardenne), lieu où s'effectue le 'travail de terrain'. « Là encore, je ne savais pas vraiment de quoi il s'agissait. Mais j'ai... un peu appris depuis une quinzaine d'années ! » Il faut croire d'ailleurs que l'apprentissage fut rapide puisque, moins d'un an plus tard, il devient président de la Safer Champagne-Ardenne avant de présider la Safer Grand Est en 2021 et d'être reconduit à cette fonction le 5 juin dernier. Sa ligne de conduite à la tête de l'opérateur foncier a toujours été nettement définie : « Le renouvellement des générations, la possibilité d'orienter le foncier et d'attribuer des terres à ceux qui n'y accèderaient pas, c'est pour cela que je me suis engagé à la Safer. » Ce renouvellement des générations agricoles est à ses yeux une priorité absolue. Or, « il n'est aujourd'hui que d'une installation pour trois départs. Il faudrait que l'on arrive progressivement à deux installations pour trois départs ». Des installations qui peuvent être soutenues, même hors cadre familial, grâce notamment aux nouveaux outils de portage foncier mis à la disposition des Safer**. « Nous devons être proactifs pour défendre et conserver notre modèle agricole qui, quoi qu'on en dise, produit la meilleure alimentation au monde. Nous devons continuer à faire de la qualité, plutôt que d'importer du standard industrialisé et de mauvaise qualité. »

Des idées que Thierry Bussy pourrait (on notera ici l'emploi essentiel du conditionnel !) porter au plus haut niveau. En effet, suite à la récente éviction d'Emmanuel Hyst de la présidence de la Fédération nationale des Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (FNSafer), l'élection d'un nouveau président de l'instance devrait intervenir dans les prochains jours. Thierry Bussy, toujours discret sur ses ambitions, reste néanmoins clair sur l'essentiel : défendre l'agriculture française, le renouvellement des générations, la préservation et la vitalité des territoires. Si la question de sa candi-

dature se pose, il assure qu'il restera fidèle à ses engagements et ses convictions pour l'intérêt général. À suivre, donc...

JACQUES RIVIÈRE

* La Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (Safer) a été créée en 1960. Si ses missions ont été élargies depuis sa création, elles se structurent autour de 4 objectifs principaux : dynamiser l'agriculture et la forêt (notamment en favorisant l'installation de jeunes agriculteurs et la transmission d'exploitations) ; accompagner le développement local ; participer à la protection de l'environnement ; assurer la transparence du marché foncier. La Safer contribue à un aménagement durable de l'espace rural et apporte son expertise aux collectivités territoriales dans leurs projets fonciers.

** Notamment grâce au dispositif national d'intérêt général ELAN, outil de portage de long terme du foncier des exploitations au service du renouvellement des générations en agriculture et des transitions ; ainsi qu'à un dispositif de même nature, mais de court terme, cette fois, propre à la Région Grand Est.

11 août 1963
Naissance à Châlons-sur-Marne.

1982-1983
Espoir du Reims Champagne Basket.

Mars 2008
Deviend maire de Maffrécourt.

Mars 2015
Élection au Conseil départemental de la Marne.

5 juin 2025
Réélu à la présidence de la Safer Grand Est.



Retrouvez tous nos portraits sur **matot-braine.fr**

